



OFF
A11E8
G3/52
S

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 3 JANVIER 1920.

QUEBEC, SATURDAY, 3RD JANUARY, 1920.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS IMPORTANT AUX ANNONCEURS.

IMPORTANT NOTICE TO ADVERTISERS.

Les règlements de la "Gazette Officielle" de Québec exigent que l'HONORAIRE des annonces soit PAYE D'AVANCE. Ce règlement ne peut donner lieu à aucune exception. Nous invitons donc les annonceurs de nous faire parvenir les balances dues pour annonces et de ne jamais transmettre de matière pour la "Gazette Officielle", à moins de faire accompagner le document d'un chèque accepté couvrant approximativement le coût de l'insertion.

The rules of the "Quebec Official Gazette" require advertisers to remit the FEES for advertisements IN ADVANCE. No exception will be made to this rule. Advertisers are requested to remit all arrears due and hereafter when sending matter for insertion in the "Official Gazette", to enclose with their copy an accepted cheque covering approximately the cost of publication.

Tout annonceur qui néglige de se conformer à ce règlement ou dont le nom apparaît sur nos listes de débiteurs se verra refuser la publication d'annonces nouvelles, et ce sans avis spécial.

Notices sent by advertisers failing to comply with the above rule or being in arrears with the King's Printer, will not be published, and that without further special notice.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette, will please observe the following rules :

118453

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LE-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1

1. Address : The King's Printer, Quebec.

2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LE-A. PROULX,

King's Printer.

2

Government House.

Lettres patentes

"The Franco-Canadian Automobile Co., Ltd—La Compagnie Franco-Canadienne d'Automobile, Itée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de décembre 1919 constituant en corporation : Louis-Henri Archambeault, avocat, Joseph-Armand Migneron, banquier, Joseph-Albert Karch, architecte ; Donat Laperrière, ingénieur-civil et Paul Ouimet, agent d'assurance, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'automobile et de tout ce qui s'y rapporte généralement : achat, vente, échange, réparations, construction d'automobile, de trucks et tracteurs ; servir d'agent pour l'achat et la vente de ces automobiles et de ces trucks commerciaux ; agir comme agent, représentant ou mandataire de toute compagnie canadienne ou étrangère d'automobile ou s'occupant d'accessoires ou d'objets se rapportant généralement au commerce d'automobile ;

Acheter, échanger, louer, vendre, importer ou exporter des automobiles de plaisance, des trucks commerciaux ou des tracteurs pour fin agricole et autres ainsi que tout ce qui se rapporte directement ou indirectement au dit commerce ;

Acheter, louer, fabriquer tout pouvoir moteur de quelque nature que ce soit, soit pour les besoins manufacturiers de la compagnie, soit pour la vente, soit pour la location ;

Acheter, louer, construire ou autrement acquérir toutes propriétés qui seront jugées nécessaires pour les fins du présent commerce y compris garages, ateliers, fabriques, magasins, entrepôts et bureaux ;

Letters patent

"The Franco-Canadian Automobile Co., Ltd—La Compagnie Franco-Canadienne d'Automobile, Itée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1919, incorporating : Louis-Henri Archambeault, advocate, Joseph Armand Migneron, banker, Joseph Albert Karch, architect, Donat Laperrière, civil engineer, and Paul Ouimet, insurance agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To deal in automobiles and everything generally incidental thereto ; to buy ; sell, exchange, repair, construct automobiles, trucks, tractors ; to act as agents for the purchase and sale of such automobiles and commercial trucks ; to act as agents, representatives or factors of any automobile company, canadian or foreign, or any company dealing in general automobile supplies or accessories ;

To buy, exchange, lease, sell, import or export pleasure automobiles, commercial trucks or farm and other tractors, together with all things directly or indirectly incidental to said business ;

To buy, lease, manufacture any motive power of any nature whatever either for the manufacturing requirements of the company or for sale or lease ;

To buy, lease, construct or otherwise acquire any property deemed necessary for the purposes of the present business including garages, shops, factories, stores, warehouses and offices ;

Faire le commerce de location des automobiles de plaisance, des trucks commerciaux ou des tracteurs agricoles et autres ainsi que le transport des voyageurs par automobile-taxi ;

Acquérir et généralement assumer la totalité ou une partie de l'industrie, achalandage, clientèle, entreprises, droits et actifs de toute personne, maison, société ou compagnie exerçant une industrie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux que cette compagnie à l'au'q-risation d'exercer, ou possédant des propriétés convenant en tout ou en partie aux fins de cette compagnie, et payer ainsi pour telles acquisitions, en actions de cette compagnie complètement acquittées et non cotisables, sous le nom de "The Franco-Canadian Automobile Co., Ltd—La Compagnie Franco-Canadienne d'Automobile, Ltée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4911—52-2 C.-J. SIMARD.

Pruneau & Company, Limited "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de décembre 1919 constituant en corporation : A.-L. Wade, marchand, E.-L. Boulet, comptable, Québec, J.-E. Lacasse, gérant de ventes, Lévis, Arthur Fournier, ingénieur civil, Montréal, J.-N. Morin, commis, Limoilou, pour les fins suivantes :

Acheter et prendre charge du commerce de matériaux de construction actuellement exercé par Pruneau & Cie, Enrég., acheter, vendre et exercer aucun commerce d'entreprises et de matériaux de construction, sous toutes ses formes ;

Agir comme agents ou distributeurs de toutes les espèces de ferronnerie et matériaux ;

Agir comme entrepreneurs-généralx, entrepreneurs-voituriers, actionner des camions ainsi que des véhicules mûs par force animale, des bateaux et chemins de fer ;

Acquérir, détenir, hypothéquer, louer, vendre, aliéner et autrement disposer de propriétés immobilières, construire les bâtiments, etc., indispensables à l'exécution des entreprises de la corporation ;

Faire des contrats, conventions, arrangements ou transactions, tirer, souscrire, accepter et endosser des lettres de change, chèques, traites ainsi que toutes les sortes d'instruments négociables et transférables nécessaires à la réalisation des objets de la compagnie ;

Avec pouvoir d'acquérir, par achat ou autrement, de personnes ou d'autres compagnies, leurs droits, patentes ou privilèges concernant la fabrication, la vente ou la distribution des matériaux de construction, etc., de toutes espèces ;

Avec pouvoir d'acquérir par achat ou autrement le capital ou les valeurs d'autres compagnies, en tout ou en partie, ou de se joindre à elles dans des entreprises destinées à promouvoir les intérêts de la compagnie ; avec pouvoir d'être marchands généraux ou négociants de toutes les sortes de denrées et marchandises, d'être entrepreneurs de toutes espèces de travaux, sous le nom de "Pruneau & Company, Limited", avec un fonds social de quatre vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

To deal, lease pleasure automobile, commercial trucks, farm or other tractors and to convey passengers by auto-taxis ;

To acquire and generally take over the whole or any part of the business, goodwill, custom, undertaking, rights and assets of any person, firm, association or company carrying on, or authorized to carry on a business having objects altogether or partly similar to those of this company or possessed of property suitable, in whole or in part, for the purposes of this company, and to pay for such acquisitions in fully paid up and non-assessable shares of this company, under the name of "The Franco-Canadian Automobile Co., Ltd—La Compagnie Franco-Canadienne d'Automobile, Ltée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
4912—52-2 Assistant Provincial Secretary.

Pruneau & Company, Limited "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1919, incorporating : A. L. Wade, merchant, E. L. Boulet, accountant, Quebec ; J. E. Lacasse, sales manager, Lévis ; Arthur Fournier, civil engineer, Montreal ; J. N. Morin, clerk, Limoilou, for the following purposes :

To purchase and take over the present builder's supply business of Pruneau & Co. Reg'd. To buy, sell and carry on business in building and construction materials in all its branches ;

To act as agents or distributors in all classes of hardware and materials ;

To act as general contractors, cartage contractors, operate motor trucks and horse drawn vehicles, boats and railway lines ;

To acquire, hold, hypothecate, lease, sell, alienate and otherwise dispose of immoveable property. To build such buildings etc., required for the carrying out of the undertakings of the company ;

To make contracts, agreements, engagements or bargains, to draw, make, accept and endorse bills of exchange cheques, drafts and all manner of negotiable and transferable instruments necessary for the carrying out of the purposes of the company ;

With power to acquire by purchase or otherwise from individuals or other companies their rights, patents or privileges for manufacture or sale or distribution of construction materials etc., in all their lines ;

With power to acquire by purchase or otherwise stock or securities in other companies in whole or in part or to join with them in undertakings for the furtherance of the purpose of the company ;

With power to act as general merchants or trades in all kinds of wares and merchandise and to act as contractors for all kinds of work, under the name of "Pruneau & Company, Limited", with a capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4921—52-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of business of the corporations, will at Quebec city, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
4922—52-2 Assistant Provincial Secretary.

" St. Rose Preserving Company, Limited "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de décembre 1919, constituant en corporation Raoul Galipeau, Joseph-Honorius Marcotte, Alfred Gravel, Léon-Alfred Hurtubise et Louis-Joseph Forget, comptables, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter et acquérir comme industrie active, le commerce et l'industrie de "St. Rose Preserving Company", manufacturiers de confitures à Montréal, en assumer le passif, et faire les opérations de manufacturiers et marchands en gros et en détail, de confitures et conserves de toutes sortes ;

Manufacturer, raffiner, emballer, acheter et vendre des sucres, sirops, mélasses, miels, gelées, confitures, marmelades, émincés, conserves, bonbons et sucreries, et autres produits semblables, de toutes sortes ; et exercer l'industrie de l'emballage et la mise en conserves, la confiture des fruits, végétaux et légumes, et agir en qualité d'agents ou de représentants d'industries ou de commerce semblables ;

Exercer l'industrie de l'emmagasinage à froid ; Manufacturer des barils, boîtes, caques, sacs, pots, et tous emballages soit en fer-blanc, verre, terre cuite, papier, bois ou autre matériel ou métal usagés en rapport avec l'industrie de la compagnie, et en faire le commerce ; importer, exporter, commercer, vendre, manufacturer et transiger de tout ce que dit ci-dessus ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercée par rapport à l'industrie ou au commerce et aux fins de la compagnie, ou qui paraîtra de nature à favoriser les objets de la compagnie ;

Demander, acquérir, louer et céder des marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits de brevets, licences et privilèges, se rattachant à toute invention jugée utile ou avantageuse pour la compagnie, et les utiliser, exercer et exploiter ;

Acheter, ou d'autre manière, acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie des affaires, propriétés, actif ou passif de toute personne, société ou compagnie engagée dans une industrie dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie, ou en possession de propriétés propres aux fins de la compagnie ;

Eriger et construire des bâtiments, usines et machineries qui seraient avantageux pour la compagnie, ou nécessaires à ses fins ;

Vendre, arrenter, louer ou disposer de toutes propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et posséder des actions et valeurs de toute autre compagnie ou compagnies, exerçant une industrie semblable à celle que la compagnie exercera ;

Emettre et répartir comme acquittées, des actions du capital-actions de la compagnie en paiement complet ou partiel du prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilière, brevets, droits de brevet, ou actions de toute autre compagnie, dont la présente compagnie pourrait

" St. Rose Preserving Company, Limited "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1919, incorporating Raoul Galipeau, Joseph-Honorius Marcotte, Alfred Gravel, Léon-Alfred Hurtubise and Louis-Joseph Forget, accountants, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To buy and acquire as a going concern the business, and trade of "St. Rose Preserving Company", preserves manufacturers, at Montreal, and to take over the liabilities thereof, and to carry on the business of manufacturers and wholesale and retail merchants of preserves and canned goods of all kinds ;

To manufacture, refine, pack, buy and sell sugar, syrups, molasses, honey, jams, preserves, marmalades, mincemeat, canned goods, candies and sweets and other similar products of all kinds ; to carry on the business of packers and preservers of fruit, vegetal and vegetables preserves and to act as agents or representatives for similar businesses or trades ;

To carry on the cold-storage business ; To manufacture and deal, in barrels, boxes, casks, bags, jars and other recipients either in tin, glass, baked clay, paper, wood or other materials or metal used in connection with the business of the company ; to import, export, trade in, sell, manufacture and transact in all the above products ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being advantageously carried on in connection with the business or trade and the purposes of the company or which may appear calculated to benefit the objects of the company ;

To apply for, acquire, lease and assign trade marks, industrial designs, patents and patent rights, licenses and privileges in any invention deemed useful or advantageous for the company and to utilize, exercise and operate same ;

To buy or otherwise acquire or undertake the whole or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, firm or company engaged in any business with objects altogether or partly similar to those of the company or possessed of property suitable for the company's purposes ;

To erect and construct buildings, shops, and machinery deemed advantageous for the company or necessary for its purposes ;

To sell, lease, rent or dispose of any moveable or immoveable property of the company ;

To subscribe for, buy or otherwise acquire and own shares and securities of any other company or companies carrying on a business similar to that which the company will carry on ;

To issue and allot as paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, patents, patent rights or shares of any other company which the present company may require and to receive shares of

avoir besoin, et recevoir des parts du capital-actions d'autres compagnies en paiement de propriété ou propriétés ou droits dont la compagnie pourra disposer ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements ou autres instruments négociables ou transférables ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement de la totalité ou d'une partie des objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant ou qui seraient avantageux ou utiles pour le commerce, la production, l'industrie ou le bénéfice de la compagnie ;

Les pouvoirs accordés dans un paragraphe quelconque de la présente charte ne seront ni limités, ni restreints par les termes d'aucun autre paragraphe que ce soit, sous le nom de "St. Rose Preserving Company, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4931—52-2

C.-J. SIMARD.

" Club des Retours du Front, Incorporé ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de décembre 1919, constituant en corporation Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, Roch-Timoléon Beaudoin, notaires ; Louis-Elzéar Beauregard, avocat ; Germaine Turgeon, Irène Cloran, sténographes, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Former, établir, organiser, maintenir et construire dans la cité de Montréal, avec succursales s'il est jugé à propos, dans les cités de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe ou ailleurs dans toutes autres cités ou villes ou endroits dans la province de Québec, un club ou cercle dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, pour le bénéfice, l'avantage et l'amusement social, littéraire et musical des soldats canadiens de retour du front et de leurs camarades et amis ; de promouvoir et procurer divers et tous amusements et jeux que le conseil d'administration du club jugera à propos ; d'accorder à tous les membres du club, leurs camarades et amis, tous les privilèges, avantages et accommodations d'un club ; de construire, louer et aménager des maisons pour le club et d'en permettre l'usage aux actionnaires et aux membres, leurs camarades et amis, soit gratuitement, soit sujet à des conditions à être fixées ; d'administrer toutes et chacune des affaires de ce club et faire généralement ce qui sera ou pourra être convenu dans l'intérêt du club et de chacune de ses succursales ;

D'acquérir par achat, bail ou autrement, dans le but et pour l'avantage de ce club, des meubles et des immeubles, et en particulier toutes fermes et tous terrains, y construire des édifices, les meubler de meubles meublant, livres, instruments de musique, jeux, et toutes autres accommodations ;

Émettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous immeubles, droits, ou autres biens acquis par la compagnie, par aucun titre ou avec

the capital stock of other companies in payment of property or properties or rights which the company may dispose of ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue bills payable, bills of exchange bills of lading or other negotiable or transferable instruments ;

To do all things necessary, convenient or suitable for the attainment of the whole or any part of the aforesaid objects or incidental thereto or which may appear advantageous or suitable for the business, production, trade or benefit of the company ;

The powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by the terms of any other paragraph whatever, under the name of "St. Rose Preserving Company, Limited", which a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

4932—52-2

Assistant Provincial Secretary.

" Club des Retours du Front, Incorporé "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1919, incorporating Charles Joseph Eugène Charbonneau, Roch Timoléon Beaudoin, notaries ; Louis Elzéar Beauregard, advocate ; Germaine Turgeon, Irène Cloran, stenographers, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To form, establish, organize, maintain and erect in the city of Montreal, with branches if deemed expedient, in the cities of Quebec, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe or elsewhere in any other cities, towns or places in the Province of Quebec, a club for the purpose of recreation and instruction of the mind and relaxation of the body, for the social, literary and musical benefit, advantage and amusement of Canadian soldiers returned from the front and their comrades and friends ; to promote and procure all and any amusements and games that the board of management may deem fit ; to grant any members of the club, their comrades and friends all the privileges, advantages and accommodations of a club ; to construct, lease and furnish houses for the club and permit the use of same to the shareholders and members, their comrades and friends, either gratuitously or subject to conditions that may be fixed ; to manage all and any of the business of such club and generally do what shall or may be agreed upon in the interest of the club and any of its branches ;

To acquire by purchase, lease or otherwise for the purpose and advantage of the club moveables and immoveables and in particular any farms and land, erect buildings thereon and equip them with furniture, books, musical instruments, games and any other accommodations ;

To issue paid up non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any immoveables, rights or other property acquired by the company by any title, or with the approval of the share-

l'approbation des actionnaires pour rémunération pour services rendus, ou devant être rendus à la compagnie, de quelque manière que ce soit ; s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Recevoir de ses actionnaires une contribution quelconque, annuelle ou autre, pour le maintien de son exploitation, l'entretien des bâtiments et généralement pour toutes fins d'exploitation des affaires de la compagnie, fixer le montant de telles contributions, et prélever par tous les moyens légaux toutes contributions aux dates fixées par les règlements de la compagnie ;

Accepter toute personne autre que les actionnaires de la compagnie comme membre du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos de conférer moyennant les conditions qui pourront être fixées par elle ;

Etablir des règlements pour le maintien de la compagnie, et la bonne conduite de ses membres, et tels règlements, une fois approuvés par la majorité des actionnaires de la compagnie, auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie ;

Fixer les conditions de transport des actionnaires de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie par son bureau de direction le droit d'accepter ou de refuser tels transports, et ce dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires ;

Expulser, en lui remboursant le prix d'achat de ses parts, tout actionnaire ou membre de la compagnie dont la conduite laissera à désirer ;

Acquérir, posséder, administrer lesdits immeubles, et vendre, les échanger ; construire toutes espèces de bâtiments pour des clubs d'amusement et de sport ;

Prendre à loyer et exploiter pour d'autres personnes ou compagnies des immeubles, servant à des fins de sports ou d'amusements et en retirer une rémunération quelconque ;

Faire tous actes, transactions, règlements quelconques nécessaires et utiles pour les fins de ladite compagnie ;

Accepter des souscriptions au capital-actions de ladite compagnie payables par versements ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autres propriétés appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stocks en garantie de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties dans toute autre compagnie, ayant les mêmes objets, en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer ;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges, pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avance par la compagnie aux acquéreurs ou pour les frais de constructions ou autres améliorations ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont cette dernière peut avoir les pouvoirs de disposer ;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, acquérir par achat, bail ou autre-

holders for remuneration of services rendered or about to be rendered to the company, in any manner whatever ; to amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To receive from its shareholders any contribution whatever, annual or other, for its upkeep, the maintenance of the buildings and generally for any purposes in carrying on the business of the company ; to fix the amount of such contributions and levy by any legal means any contributions on the dates fixed by the by-laws of the company ;

To accept any person other than the shareholders of the company as member of the club, enjoining all the privileges that the company may deem fit to confer upon the conditions that may be fixed by it ;

To make by-laws for the maintenance of the company and the proper conduct of its members, and such by-laws once approved by the majority of the shareholders of the company shall have the force of law and shall bind all the shareholders of the company ;

To fix the conditions of transfer of the shareholders of the company and particularly reserve for the company through its board of directors the right to accept or refuse said transfers and such for the purpose of controlling the quality of its shareholders ;

To expel, on the reimbursement of the purchase price of his shares, any shareholder or member of the company whose conduct may be improper ;

To acquire, hold, manage the said immovables and sell and exchange same ; to construct any kind of buildings for sport and amusement clubs ;

To take on lease and operate for other persons or companies any immovables to be used for the purposes of sport and amusement and derive any remuneration whatever therefrom ;

To do and make any acts, transactions, by-laws whatever necessary and useful for the purposes of the said company ;

To accept subscriptions for the capital stock of the said company payable by instalments ;

To sell any part of the immovables or other property belonging to the company for such considerations and on the terms and conditions that the company may deem fit or otherwise dispose thereof and accept cash, shares, bonds, debentures, stocks and securities of any other company in payment or part payment thereof ;

To acquire, purchase, hold, assign, sell the shares, stocks, debentures or securities of any other company having the same objects in whole or in part as those of this company or carrying on business suitable of being directly or indirectly carried on for the benefit of the company and dispose thereof ;

To take and hold mortgages, bonds, securities or liens to guarantee the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company by the purchasers or advance by the company to the purchasers or for the costs of construction or other improvements ;

To distribute among the shareholders of the company any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to the company or which the latter may have the power to dispose of ;

To carry on the real estate business in all its branches, acquire by purchase, lease or

ment faire le commerce d'immeubles, ou toute partie d'iceux, et en disposer et en développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâties sur lesdits immeubles ou sur toute partie d'iceux ;

Conclure avec toutes et chacune des autorités, soit fédérales, soit provinciales, soit municipales, locales ou autres, tout arrangement qui pourrait aider la compagnie à obtenir le but et l'objet de la compagnie ;

D'obtenir de toute telle autorité tous permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer ;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Club des Retours du Front, Incorporé", avec un capital social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

4941—52-2

C.-J. SIMARD.

"Allens Montreal Theatre, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de décembre 1919, constituant en corporation James Johnston, comptable ; Ernest Lafontaine, Nathan Gordon, Adolphe Gardner, avocats ; et Margaret McMartin, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme propriétaires ou agents de théâtre, salle de musique et de concert, cirque, hippodrome et cinéma, décorateurs et peintres, généralement de scènes et d'avant-scène, fabricants et préparateurs de l'éclairage au gaz et à l'électricité ; organisateurs de divertissements publics et privés, de concerts et d'amusements de toute description ;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer d'effets, denrées et marchandises ;

Présenter, exhiber, exploiter, inscrire, produire, organiser, conduire et représenter dans des théâtres, salles de concert ou ailleurs, des vues animées ou autres, des œuvres ou productions, opéras, concerts, spectacles, expositions, variétés et les autres divertissements que la compagnie croira de temps à autre, convenables ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre, importer, exporter, aliéner, utiliser, en permettre l'usage, produire, imprimer ou publier, trafiquer et disposer de cameras, réflecteurs, appareils et instruments généraux photographiques, machines cinématographiques, instruments, objets, fixtures et fournitures, vues animées et autres, spectacles et opéras, appareils lithographiques et électrographiques ainsi que les accessoires de toute sorte se rattachant ou relatifs à l'exploitation et à l'outillage des locaux d'amusement publics, ou privés ; importer, exporter, acheter, vendre, louer ou autrement aliéner, fabriquer, trafiquer et disposer de machines, instruments, appareils, fixtures, outils, engins, maté-

otherwise, deal in immoveables or any part thereof and dispose of and develop same, improve and dispose of in whole or in part of such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To construct dwelling houses and other buildings on the said immoveables or on any part of same ;

To enter into with all and any of the authorities either federal, provincial, municipal, local or other, any arrangement that may aid the company in obtaining its purpose and object ;

To obtain from any such authority any permits, rights, privileges and concessions that the company may deem advantageous to obtain and exercise ;

To generally do anything that may be useful or necessary for the attainment of the hereinabove objects ;

The powers specified in any of the hereinabove paragraphs shall in nowise be restricted or limited by the deductions or terms of any other paragraph, under the name of "Club des Retours du Front, Incorporé", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

4942—52-2

Assistant Provincial Secretary.

"Allens Montreal Theatre, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1919, incorporating : James Johnston, accountant ; Ernest Lafontaine, Nathan Gordon, Adolphe Gardner, advocates ; and Margaret McMartin, clerk, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of theatre, music hall, concert hall, circus, hippodrome and motion pictures proprietors or agents, scene, proscenium, and general painters and decorators, gas and electric light makers and fitters, caterers for public and private entertainments, concerts, and amusements of every description ;

To manufacture, buy, sell, and deal in goods, wares and merchandise ;

To present, exhibit, exploit, book, produce, manage, conduct and represent at any theatre, music hall or elsewhere motion pictures and other pictures, plays or productions, operas, concerts, shows, exhibitions, variety and other entertainments as the company may from time to time think fit ;

To manufacture, buy or otherwise acquire, sell, import, export, dispose of, use, license the use of, produce, print or publish, deal in and with cameras, projection machines, photographic apparatus and general photographic appliances, moving picture machines, implements, articles, attachments and supplies, motion pictures and other pictures, plays and operas, lithographs, electrographs and accessories of every description appertaining or relating to the operation and equipment of places of public or private entertainment ; to import, export, purchase, sell, lease or otherwise dispose of and manufacture, deal in and deal with any machinery, apparatus, appliances, attachments, tools, devices, materials,

rioux, fournitures et autres effets nécessaires ou servant à la fabrication des vues animées ou à aucun procédé photographique, chimique, photogénique, optique, électrique, acoustique et mécanique, indispensables ou appropriés quant à leur usage en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle ;

Acquérir, utiliser, permettre l'usage des droits d'auteur et autres, des droits de représentation, licences et privilèges d'aucune espèce probablement appropriés aux objets de la compagnie, employer aussi des personnes pour écrire, composer, inventer, produire ou aider à produire des vues animées, spectacles, chansons, de la musique et des danses, et rémunérer ces personnes ;

Acheter, bâtir, édifier, construire, acquérir, posséder, louer, exploiter, gérer et trafiquer de théâtres, salles symphoniques et de concert, locaux d'amusements ou divertissements publics ou privés ;

Accorder des baux, permis ou droits relativement à des valeurs, propriétés ou droits de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, société ou corporation ;

Annoncer toutes les affaires, la propriété, privilèges ou expositions de la compagnie de la manière qui sera estimée judicieuse, y compris l'édition de livres, pamphlets, listes de primes et de prix, la tenue de concours et l'octroi de primes et prix, et à cette fin exercer le commerce de l'imprimerie, de la lithographie et aucun commerce filial ;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions de fonds social, des obligations ou autres documents de dettes des compagnies, exercer tous les privilèges de propriété, y compris de voter sur les parts ainsi détenues ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement aucune compagnie ou personne avec laquelle on aura des relations d'affaires ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'achalandage, du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent, en actions, obligations, débetures ou avec d'autres valeurs de la présente corporation, ou autrement ;

Louer, vendre ou autrement disposer de la propriété et des valeurs de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune cocrorporation ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucuns droits d'auteur ou autres droits, des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la corporation, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Exercer aucun autre commerce, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la compagnie ou propre, directement ou indirectement, à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Conclure, avec aucun gouvernement, aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets

supplies and other articles required or used in the manufacture of motion pictures or in any process of photography, chemistry, light, optics, electricity, acoustics, and mechanics, or necessary or convenient for use in connection with carrying on the business of the company or any part thereof ;

To acquire, use, and license the use of, copyrights and other rights, rights of representation, licenses and privileges of any sort likely to be conducive to the objects of the company, and to employ persons to write, compose, invent, produce, or assist in the production of motion pictures plays, songs, music and dances, and to remunerate such persons ;

To purchase, build, erect, construct, acquire, own, lease, operate, manage and deal in theatres, music halls, concert halls and places for public or private amusement or entertainment ;

To grant leases, licenses or rights of or in respect of any assets, property or rights of the company to any other person, firm or company ;

To advertise all or any of the business, property, privileges, or exhibitions of the company in any way that may be thought advisable, including the issue of books, pamphlets, premium and prize lists and the conducting of competitions and the giving of premium and prizes, and for such purpose to carry on the business of printers, lithographers and of any allied trade ;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell, assign and transfer shares of capital stock and bonds or other evidence of indebtedness of companies, and to exercise all the privileges of ownership, including the right to vote on shares so held ;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any company or person with which it may have business relations ;

To acquire and undertake the whole or any part of the goodwill, business, property and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to pay for the same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of this company, or otherwise ;

To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any copyrights or other rights, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights, or information so acquired ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To enter into any arrangement with any government or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the com-

de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir de ces gouvernements ou autorités les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi, exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant; se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle corporation, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Organiser une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir ou d'assumer la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la corporation, ou pour aucun autre objet qui paraîtra propre à profiter à la compagnie, directement ou indirectement ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Payer le coût, les frais et dépenses encourus et supportés dans ou à l'occasion de l'organisation et de la fondation de la compagnie, ou que cette dernière considérera comme étant des dépenses initiales, en y comprenant les frais de publicité, de commissions sur les souscriptions, de courtage, d'impression et papeterie ;

Lors de chaque émission d'actions, débetures ou d'autres valeurs de la corporation, employer des courtiers, agents à commission et souscripteurs, voir à les payer pour leurs services en argent ou par émission d'actions, de débetures ou d'autres valeurs de la compagnie, par octroi d'options pour les souscrire, ou d'aucune autre manière permise par la loi ;

Émettre, ou garantir l'émission ou le paiement de l'intérêt sur les actions, débetures, actions-obligations ou les autres valeurs d'aucune compagnie ou association, payer ou pourvoir au paiement de droits de courtage, de commission et de souscription relativement à aucune telle émission ;

Emprunter, prélever et se procurer le paiement de deniers de la manière que la compagnie jugera convenable, et spécialement par émission de débetures, actions-obligations (perpétuelles ou à terme), d'obligations, hypothèques ou d'aucunes autres valeurs, fondées ou basées sur la totalité ou aucune partie de la propriété (présente ou future) ainsi que sur les droits de la corporation, y compris le capital non versé, ou sans aucunes autres garanties, aux conditions d'antériorité ou autres que la compagnie estimera convenables, aussi rembourser, racheter ou payer aucunes telles valeurs ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aucuns droits ou privilèges que la corporation croira nécessaires ou appropriés aux fins de son commerce, et particulièrement des terrains, bâtiments, commodités, machines, l'outillage et l'assortiment ;

Construire, entretenir et altérer aucunes bâtisses ou structures nécessaires ou appropriées aux objets de la corporation ;

pany's objects or any of them, and to obtain from any such governments or authorities any rights, privileges and concessions, which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained in or about the promotion and establishment of the company, or which the company shall consider to be preliminary, including therein the cost of advertising, commissions for underwriting, brokerage, printing and stationery ;

Upon any issue of shares, debentures or other securities of the company to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or by the issue of shares, debentures or other securities of the company or by the granting of options to take the same, or in any other manner allowed by law ;

To issue, or guarantee the issue of or the payment of interest on the shares, debentures, debenture stock, or other securities or obligations of any company or association, and to pay or provide for brokerage, commission and underwriting in respect of any such issue ;

To borrow or raise and secure the payment of money in such manner as the company shall think fit and in particular by the issue of debentures, debenture stock (perpetual or terminal), bonds, mortgages or any other securities, founded or based upon all or any of the property, (both present and future) and the rights of the company, including its uncalled capital, or without any such securities, and upon such terms as to priority or otherwise, as the company shall think fit, and to purchase, redeem, or pay off any such securities ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges, which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, casements, machinery, plant and stock-in-trade ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company ;

Avancer et prêter de l'argent sur la garantie jugée suffisante, ou sans se munir de garantie ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée, sauf dans les actions de la présente corporation ;

De temps à autre, souscrire à, ou subventionner aucune œuvre d'une nature publique ayant une fin charitable, bienveillante ou utile et dont l'aide contribuera, dans l'opinion de la compagnie, à accroître sa réputation ou sa popularité chez ses employés, ses clients, ou dans le public ;

Accepter des parts ou des actions, des débetures, des actions-obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie en paiement intégral ou partiel de services rendus, d'une vente effectuée, ou d'une dette d'ue par aucune telle compagnie ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie, à ses membres, et particulièrement les actions, débetures ou autres obligations d'aucune autre corporation constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété foncière et personnelle ou des droits de la compagnie ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

Obtenir aucune ordonnance provisionnelle, aucune loi du parlement donnant à la compagnie le pouvoir de réaliser aucun de ses objets, ou apportant des amendements à la constitution de la corporation, ou pour aucune autre fin qui paraîtra avantageuse, combattre aussi aucunes procédures ou demandes qui paraîtront propres, directement ou indirectement, à causer du préjudice aux intérêts de la compagnie ;

Transiger sur immeubles généralement ;

Payer une commission sur la vente de ses actions, obligations, etc., ladite commission ne devant pas, toutefois, excéder vingt-cinq pour cent ;

Généralement faire toutes les autres choses qui sembleront se rattacher ou être appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux ;

Et les présentes attestent que, pour interpréter la présente clause, le sens attaché à aucune des fins de la compagnie ne sera pas restreint par référence à aucun autre objet ou comparaison entre eux, et que, advenant aucune ambiguïté, la présente clause sera interprétée libéralement et sans restriction des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Allens Montreal Theatre, Limited", avec un fonds social de un million sept cent cinquante mille piastres (\$1,750,000.00), divisé en cinq mille (5,000) parts préférentielles de cent piastres (\$100.00) chacune, et douze mille cinq cent (12,500) actions ordinaires ou communes de cent piastres (\$100.00) ;

Lesdites actions préférentielles conféreront à leur détenteur le droit de recevoir, sur déclaration d'excédent ou bénéfices clairs de la compagnie, des dividendes annuels au taux de sept pour cent (7%) par année, et pas plus, sur le capital versé dans le temps, payable par trimestres, deux ou une fois l'an, suivant décision des directeurs ;

Les dividendes sur les actions préférentielles seront cumulatifs et payables avant qu'aucun dividende sur les actions ordinaires soient payé ou réservé, de manière que, si, dans une année,

To advance and lend money upon such security as may be thought proper, or without taking any security therefor ;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner, other than in the shares of this company, as from time to time may be determined ;

From time to time to subscribe or contribute to any charitable, benevolent or useful object of a public character (the support of which will, in the opinion of the company, tend to increase its repute or popularity among its employees, its customers, or the public) ;

To accept stock or shares in, or the debentures, mortgage debentures or other securities of any other company in payment or part payment for any services rendered or for any sale made to or debt owing from any such company ;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, debentures or other securities of any other company formed to take the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To sell, improve, manage, develop, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property real and personal or rights of the company ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar with those of this company ;

To obtain any provisional order or Act of Parliament for enabling the company to carry any of its objects into effect, or for effecting any modification of the company's constitution, or for any other purpose which may seem expedient, and to oppose any proceedings or applications, which may seem calculated, directly or indirectly, to prejudice the company's interests ;

To deal in real estate generally ;

To pay commission for the sale of its shares, bonds, etc., said commission, however, not to exceed twenty five per cent ;

Generally to do all such other things as may appear to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them ;

And it is hereby declared that, in the interpretation of this clause, the meaning of any of the company's objects shall not be restricted by reference to any other object, or by the juxtaposition of two or more objects, and that, in the event of any ambiguity, this clause shall be construed in such a way as to widen, and not to restrict the powers of the company, under the name of "Allens Montreal Theatre, Limited", with a capital stock of one million seven hundred and fifty thousand dollars (\$1,750,000.00), divided into five thousand (5,000) preference shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and twelve thousand five hundred (12,500) ordinary or common shares of one hundred dollars (\$100.00) ;

The said preference shares shall confer on the holder the right to receive, when and as declared from the surplus or net profits of the company, yearly dividends at the rate of seven per cent (7%) per annum and no more on the capital for the time being paid up thereon, payable quarterly half yearly or yearly as the directors may determine ;

The dividends on the preference shares shall be cumulative and shall be payable before any dividend on the common shares shall be paid or set at part, so that if, in any year, dividends

des dividendes au taux de sept pour cent ne soient pas payés sur icelles, le résidu faisant défaut sera payable avant qu'aucun dividende ne soit acquitté sur les actions ordinaires ;

Chaque fois que des dividendes cumulatifs sur les actions préférentielles, pour toutes les années précédentes, auront été déclarés et seront devenus payables et que les versements accrus, pour l'année courante, auront été déclarés, et que la compagnie aura payé ces dividendes cumulatifs des années précédentes et ces versements accrus, ou aura réservé, à même son excédent ou ses bénéfices clairs, un montant suffisant pour les acquitter, le conseil d'administration pourra déclarer des dividendes sur les actions ordinaires, alors et dorénavant payables à même le résidu, l'excédent ou les bénéfices nets ;

Au cas de liquidation, dissolution ou ventilation (volontaire ou forcée) de la compagnie, les détenteurs d'actions préférentielles auront droit d'être payés en entier de la valeur au pair de leurs actions ainsi que des dividendes accrus non soldés sur icelles avant qu'aucun montant ne soit versé aux porteurs d'actions ordinaires ; et, après paiement aux détenteurs d'actions préférentielles de la valeur au pair de leurs actions ainsi que de leurs dividendes accrus sur icelles, le résidu de l'actif et des deniers sera réparti et payé aux porteurs d'actions ordinaires, selon leurs droits respectifs ;

Sauf tel que ci-dessous pourvu, les détenteurs d'actions préférentielles n'exerceront aucun droit de vote, à défaut de payer dividende sur les actions préférentielles durant un ou à compter du jour où la compagnie aura ouvert son premier théâtre, pour ses opérations, dans la cité de Montréal, ou durant aucune autre année subséquente, et jusqu'à versement de tous dividendes en retard sur les actions préférentielles réparties, les détenteurs d'actions préférentielles jouiront des mêmes droits de vote que les actionnaires ordinaires. Sur paiement de tous les dividendes accrus, le droit de vote des détenteurs de préférentielles leur sera enlevé et le droit exclusif de vote ne compétera plus qu'aux actionnaires ordinaires.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4975-52-2

C.-J. SIMARD.

" A.-L. Dupont, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de décembre 1919, constituant en corporation : Auguste-Lucien Dupont, marchand de meubles, Dame Marie Boucher, épouse séparée de biens par contrat de mariage de A.-L. Dupont, dûment autorisé de sondit mari, Joseph-Henri Deschene, commis, Montréal ; Emile Dupont, médecin, de Saint-Grégoire de Montmorency, Wilfrid Robert, gérant, de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir dudit A.-L. Dupont, et accepter dans son état actuel, le commerce qu'il exploite, à Montréal, comme marchand de meubles, sous son nom "A.-L. Dupont", avec tout son actif et tout son passif, pour, le prix de cette acquisition être payé audit A.-L. Dupont, au moyen d'actions dûment acquittées de cette compagnie ;

Réparer, modifier, altérer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, louer, sous-louer,

amounting to seven per cent shall not have been paid thereon, the deficiency shall be payable before any dividends shall be paid upon or set apart for the common shares ;

Whenever any cumulative dividends on the preference shares for all previous years shall have been declared and shall have become payable and the accrued instalments for the current year shall have declared, and the company shall have paid such cumulative dividends for previous years and such accrued instalments, or shall have set aside from its surplus or net profits a sum sufficient for the payment thereof, the Board of Directors may declare dividends on the common shares payable then or thereafter out of the remaining surplus or net profits ;

In the event of any liquidation or dissolution or winding up (whether voluntary or involuntary) of the company, the holders of the preference shares shall be entitled to the paid in full both the par amount of their shares ; and the unpaid in dividends accrued thereon before any amount shall be paid to the holders of the common shares ; and after the payment to the holders of the preference shares of its par value and the unpaid accrued dividends thereon, the remaining assets and funds shall be divided and paid to the holders of the common shares according to their respective shares ;

Except as hereinafter provided, the holders of preference shares shall have no voting powers. If default shall occur in the payment of a dividend upon the preference shares within one year from the date when the company shall open its first theatre for business in the city of Montreal, or for any year thereafter and until payment of all defaulted dividends on the allotted preference shares, the holders of the preference shares shall have the same voting powers as the holders of the common shares. Upon payment of all defaulted dividends, the voting powers of the holders of the preference shares shall cease and the exclusive voting power shall be restored to the holders of the common shares.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

4976-52-2 Assistant Provincial Secretary.

" A. L. Dupont, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating : Auguste Lucien Dupont, furniture merchant, Dame Marie Boucher, wife separate as to property by marriage contract of A. L. Dupont., and duly authorized by her said husband, Joseph Henri Deschene, clerk, of Montreal, Emile Dupont, physician, of Saint-Grégoire de Montmorency, Wilfrid Robert, manager, of Quebec, for the following purposes :

To acquire from the said A. L. Dupont and to accept in its present state, the business operated by him at Montreal, as furniture merchant under the name of "A. L. Dupont" with the whole of its assets and liabilities, and to pay the purchase price of said acquisition to said A. L. Dupont, with fully paid up shares of this company ;

To repair, modify, alter, buy, sell, exchange, import, export, lease, sub-let, manufacture, act

manufacturer, agir tant en son nom propre que comme agent ou représentant de toutes personnes ou corporations quelconques, pour réparer, modifier, altérer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, louer, sous-louer et manufacturer toutes sortes de meubles et objets mobiliers modernes, et antiques, rugs, tapis, rideaux, tapisseries, dentelles, broderies, timbres, monnaies, médailles, desseins, peintures, fixtures, auvents argentiers, bijoux, sculptures, bronzes, œuvres d'art, manuscrits, autographes, livres, bric à brac, verres coupés, ou toutes verreries, photographies et articles employés pour la photographie, et en général tous articles quelconques employés et propres à être employés pour fournir et orner toutes maisons privées et tous édifices publics, parcs, jardins et de plus agir comme évaluateur ou estimateur pour toutes personnes ou corporations, de tous tels articles ou marchandises sus cités, y compris les immeubles employés dans ce genre de commerce ;

Agir comme agent local de toutes compagnies d'assurance en autant que les articles et immeubles sus cités sont concernés ;

Acheter, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou engager de toutes façons quelconques, pour les fins de ce commerce, tous immeubles nécessaires à ce commerce ;

Faire le commerce de peintre, en autant que les objets ci-dessus sont concernés ;

Agir comme encanteurs, en autant que les effets ci-dessus sont concernés ;

Accorder à toutes personnes ou corporations, le droit et le privilège de faire commerce, dans la place d'affaire de la compagnie, sous les termes et conditions que la compagnie jugera à propos, sous le nom de "A.-L. Dupont, limitée", avec un capital social de soixante-et-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
19-1-2 C.-J. SIMARD.

both in its own name and as agent or representative of any persons or corporations whatever, for the repairing, modifying, altering, buying, selling, exchanging, importing, exporting, leasing, sub-letting and manufacturing all kinds of furnitures and household goods, modern and antique, rugs, carpets, curtains, tapestries, laces, embroideries, stamps, coins, medals, drawings, tableaux, fixtures, awnings, silverware, jewels, sculptures, bronzes, art works, manuscripts, autographs, books, knick knacks, cut glass, or other glasswares, photographs and photographers supplies, and generally all articles whatever used and capable of being in the furnishing and ornamenting of any private houses and public buildings, parks, gardens, and moreover to act as valuator or appraiser for any persons or corporations, of any articles or merchandise above mentioned, including the immoveables affected to this kind of business ;

To act as local agent of any insurance company in so far as the above articles and immoveables are concerned ;

To buy, sell, lease, exchange, hypothecate or pledge in any way whatever, for its business purposes, any immoveables necessary to this business ;

To carry on the business of painters in so far as the above objects are concerned ;

To act as auctioneers in so far as the above articles are concerned ;

To grant to any persons or corporations, the right and privilege of dealing in the business stand of the company, under such terms and conditions as the company may think fit, under the name of "A. L. Dupont, limitée", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00) divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1919.

C. J. SIMARD,
20-1-2 Assistant Provincial Secretary.

" P.-E. D'Anjou & Fils, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1919 constituant en corporation : Pierre-Emile D'Anjou, Albert D'Anjou, marchands ; Dame Hélène Beaulieu D'Anjou, épouse dudit P.-E. D'Anjou, dûment autorisée par sondit époux ; Demoiselle Hélène D'Anjou, fille majeure, de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic ; Léopold-R. D'Anjou, marchand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'importation et d'exportation, négociants en gros, de marchands généraux ou de spécialités en gros et en détail, établir et maintenir des magasins généraux et y faire le commerce de gros et détail, faire le commerce général de bois, établir ou acquérir des usines pour préparer, manufacturer le bois ou tout article en rapport, avec le commerce général, avec pouvoir d'acquérir et d'aliéner, en vertu d'aucun titre légal quelconque, des terrains ou bâtisses, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires, utiles et en rapport aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée, exercer tous les pouvoirs que confère la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "P.-E.

" P.-E. D'Anjou & Fils, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1919, incorporating : Pierre Emile D'Anjou, Albert D'Anjou, merchants, Dame Helena Beaulieu D'Anjou, wife of said P. E. D'Anjou, duly authorized by her said husband, Miss Helena D'Anjou, spinster, of the parish of Sainte-Cecile du Bic, Leopold R. D'Anjou, merchant, of the town of Saint Germain de Rimouski, for the following purposes :

To carry on the business of importers and exporters, wholesale dealers, wholesale and retail general or special merchants, establish and maintain general stores and carry on a wholesale and retail business, deal in wood, establish and acquire shops for preparing and manufacturing wood or any article incidental to the general business, with power to acquire and alienate under any legal title whatever lands or buildings, do all things and carry on any business which may be deemed necessary, useful and incidental to the purposes for which the company is incorporated, exercise all powers granted by the Quebec Companies Act, under the name of P. E. D'Anjou & Fils, limitée" with a capital stock of three hun-

D'Anjou & Fils, limitée", avec un capital social de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$399,900.00), divisé en trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (3999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Saint-Germain de Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
21—1-2 C.-J. SIMARD.

dred and ninety nine thousand nine hundred dollars (\$399,900.00), divided into three thousand nine hundred and ninety nine (3,999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Saint Germain de Rimouski, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
22—1-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'adoption d'une loi amendement la loi constituant ladite ville en corporation, concernant les sujets suivants : obligations garanties par la ville ; acquisition de propriétés par expropriations ou de gré à gré ; autorisation pour un emprunt spécial et les conditions de cet emprunt, et autres pouvoirs.

Pointe-aux-Trembles, 5 décembre 1919.
Le secrétaire-trésorier de la ville de la
Pointe-aux-Trembles.
4671—49-5 J.-C.-V. ROY.

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de modifier quant à elle la loi générale des cités et villes ainsi que les lois spéciales qui la régissent relativement à :

1. La confection de travaux publics pour la réparation et l'amélioration des chemins existants la construction de trottoirs permanents, et le service de l'eau dans la municipalité, et pourvoir au coût de ces travaux par emprunts remboursables par les propriétaires riverains, ou autrement ;

2. Le mode d'imposer et prélever certaines taxes spéciales et le mode d'évaluer et de cotiser certains terrains après leur subdivision en lots à bâtir ;

3. La modification d'une certaine taxe spéciale existante, relative au Boulevard Pie IX et grevant des terrains voisins ; ratifiant et confirmant certains contrats faits et pour autres fins.

Montréal, 11 décembre 1919.
Le secrétaire-trésorier,
4793—50-4 J.-A. CADIEUX.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie-Emilie Deguise, veuve Charles-Théodore Viau ; Jean-Baptiste Deguise, gérant de manufacture ; Louis Deguise, gérant de banque ; Théodore Viau et Théophile Viau, manufacturiers, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires, administrateurs et légataires fiduciaires de la succession dudit feu Charles-Théodore Viau, en son vivant manufacturier, de la cité de Montréal, aux termes du testament de ce dernier reçu devant Maîtres Valmore Lamarche et Victor Normandin, notaires, à Montréal, le 27 juillet 1893, pour faire étendre leurs pouvoirs comme tels exécuteurs-testamentaires, administrateurs et légataires fiduciaires aux fins d'être de autorisés à convertir en compagnie à responsabilité limitée une partie du capital ladite succession dont ils ont l'administration,

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of La Pointe-aux-Trembles, for the adoption of a law amending the law incorporating the said town, concerning the following subjects : bonds guaranteed by the town ; acquisition of properties by expropriations or by private contract ; authorization for a special loan and the conditions of this loan, and other powers.

Pointe-aux-Trembles, 5th December, 1919.
J. C. V. ROY,
Secretary-treasurer of the town of
4672—49-5 Pointe-aux-Trembles

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-North shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the purposes of modifying the cities and towns act as well as the special acts relating to said town in connection with :

1. Public works for the repair and improvement of existing roads, for the construction of permanent sidewalks, for the distribution of water in the municipality, and the payment of said works by loans to be reimbursed by the bordering proprietors or otherwise ;

2. The mode of imposing and collecting certain special taxes and the mode of appraising and assessing certain pieces of land after their subdivision in building lots ;

3. The modification of a certain special existing tax, respecting Boulevard Pie IX and affecting adjoining properties ; ratifying and confirming certain contracts made, and for other purposes.

Montreal, 11th December, 1919.
J. A. CADIEUX,
4794—50-4 Sec.-treas.

Notice is hereby given that Dame Marie-Emilie Deguise, widow of Charles-Théodore Viau ; Jean-Baptiste Deguise, factory manager ; Louis Deguise, bank manager ; Théodore Viau and Théophile Viau, manufacturers, all of the city of Montreal, will, at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, in their capacity of testamentary-executors, administrators and trustees of the estate of said late Charles Théodore Viau, in his lifetime manufacturer, of the city of Montreal, according to the terms of the latter's will received before Maîtres Valmore Lamarche and Victor Normandin, notaries, at Montreal, on July the 27th, 1893, apply to have their powers as such testamentary-executors, administrators and trustees extended for the purpose of being authorized to convert into a limited corporation, part of the said estate's capital which they manage, to continue the operation of the manufacture presently

pour la continuation de l'exploitation de la manufacture actuellement exploitée par eux en leur dite qualité, sous le nom de "Viau & Frère".

Montréal, 16 décembre 1919.

Les procureurs des requérants,
ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND.
4835—51-4

operated by them in their said capacity under the firm of "Viau & Frère".

Montreal, 16th Decemper, 1919.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
4836—51-4 Applicants for applicants.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Saint-Jean s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender les lois qui la régissent, touchant les matières suivantes :

Pouvoirs et moyens nécessaires pour forcer les compagnies d'utilité publique à enfouir leurs fils sous terre ou en changer le système actuel ; confirmation de certains droits de propriété et de possession ; cadastre des rues ; application de certaines clauses générales des cités et villes aux élections ; approvisionnement de l'eau ; pouvoirs de taxer ou d'augmenter la taxe sur certains négocees comme colporteurs, marchands ambulants, salles de pools ou de vues animées ; limiter le nombre de celles-ci ; corriger certaines erreurs dans la charte actuelle ; pouvoirs additionnels quant à l'évaluation et l'expropriation par la cité ; la police, le feu, l'hygiène, le marché public, la vente du pain et du lait.

Saint-Jean, 4 décembre 1919.

L'avocat de la requérante,
JACQUES CARTIER.
4797—50-4

Public notice is hereby given that the City of Saint-Jean will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, in order to amend the laws by which the said city is actually governed, concerning the following matters:

Necessary powers and means to force the companies of public utilities to put their wires underground or change their actual wiring system ; confirmation of certain rights of property and possession ; registration of the streets ; application of certain general clauses concerning the cities and towns to the local elections ; water supply ; powers to tax or to augment or modify the tax on certain trades ; foreign traders, peddlars, pool rooms, moving pictures ; limitation of their number ; rectification of certain errors in the actual charter ; granting additional powers concerning the municipal valuation, expropriation, police, fire, public, health, public market, the sale of bread and milk.

Saint Jean, 4th December, 1919.

JACQUES CARTIER,
4798—50-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est donné que la "Federal Zinc and Lead Company, Limited", une compagnie ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à tracer, construire, maintenir et exploiter un chemin de péage à partir d'un point à ou près de la grande rivière Cascapédia à la ligne de canton entre les cantons de New-Richmond et Flahaut, dans le comté de Bonaventure, à l'endroit où le chemin actuel du canton de New-Richmond finit ; et de là le long de la grande rivière Cascapédia, dans une direction nord à travers les cantons de Flahaut et Marcell, dans le comté de Bonaventure, et le canton de Clarke, dans le comté de Matane, jusqu'à un point à ou près de l'endroit où le vieux chemin de portage traverse le ruisseau Berry Mountain, dans le comté de Matane ; et de là dans une direction nord-est à travers ledit canton de Clarke et le canton de Baldwin et le canton projeté de Lemieux, dans le comté de Gaspé, jusqu'aux propriétés minières de la compagnie pétitionnaire, situées près des sources du ruisseau Berry Mountain, dans le comté de Gaspé, et de prélever des taux de péage sur les personnes se servant dudit chemin, et pour d'autres fins.

Montréal, 17 décembre 1919.

Les avocats de la pétitionnaire,
DESSAULES, GARNEAU, DESY &
4861—51-4 LORRAIN.

Public notice is hereby given that the "Federal Zinc and Lead Company, Limited", a joint stock company having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an act authorizing it to lay out, construct, maintain and operate a tollgate road starting from a point at or near the Grand Cascapédia River at the township line between the townships of New-Richmond and Flahaut, in the county of Bonaventure, where the present road of the township of New-Richmond ends; thence along the Grand Cascapédia River, in a northerly junction through the townships of Flahaut and Marcell, in the county of Bonaventure, and the township of Clarke, in the county of Matane, to a point at or near the place where the old portage road crosses Berry Mountain brook, in the county of Matane; and thence in a north easterly direction, through the said township of Clarke and the township of Baldwin and the projected township of Lemieux, in the county of Gaspé, to the mining properties of the company applicant, situated near the head waters of the Berry Mountain brook, in the county of Gaspé, and to charge tolls to the users of such road, and for other purposes.

Montreal, 17th December, 1919.

DESSAULES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN,
Attorneys for applicant.

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, demande sera faite pour la passation d'une loi incorporant l'Association des garde-malades enregistrée de la province de Québec, définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, et contenant d'autres dispositions relatives à ladite corporation.

Montréal, 17 décembre 1919.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION &
4863—51-5 PRUD'HOMME.

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made for the passing of an act incorporating the "Association of Registered Nurses" of the Province of Quebec, defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

Montreal, 17th December, 1919.

GEOFFRION, GEOFFRION &
PRUD'HOMME,
4864—51-5 Attorneys for petitioners.

Avis est par la présente donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature, à sa session actuelle, pour faire amender la loi 8 George V, chapitre 37, sections 4 et 5, et la loi 9 George V, chapitre 38, section 1, afin de fixer le taux de la taxe foncière scolaire sur la liste No 1, c'est-à-dire la taxe des catholiques à soixante-dix cents par cent dollars, et sur la liste No 3, c'est-à-dire la taxe des neutres, à un dollar par cent dollars, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la Commission
des Ecoles Catholiques de Montréal,
AYME LAFONTAINE.
Montréal, 17 décembre 1919. 4873—51-4

Avis est donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, Dame Marie-Angélique-Amanda Rodier, de Westmount, épouse contractuellement séparée de biens de Patrick O'Leary, médecin du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée, et ledit Patrick O'Leary agissant aussi personnellement, les grevées à la substitution créée par Charles Séraphin Rodier, aux termes d'une donation passée devant M^{re}Eustache Prud'homme, notaire, le 5 décembre 1877 ; Dame Patricia O'Leary, de Montréal, épouse séparée de biens de Louis Marchand, greffier de la Cour d'appel, et ledit Louis Marchand pour autoriser sadite épouse, Emile O'Leary, de Montréal, gentilhomme, Dame Yvonne O'Leary, de Montréal, épouse séparée de biens de Charles-Edouard Turcotte, agent d'assurance, et ledit Charles-Edouard Turcotte pour autoriser sadite épouse, Berthe O'Leary, de Westmount, fille majeure et usant de ses droits, et Renée O'Leary, de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph-Emile Roy, agent manufacturier, le ledit Joseph-Emile Roy pour autoriser son épouse, les appelés à ladite substitution, et ledit Louis Marchand, en sa qualité de curateur dûment nommé à ladite substitution et au dit Emile O'Leary, interdit, pour assister ou autoriser ce dernier en autant que besoin peut-être, d'une part, et Dupuis Frères, limitée, une compagnie dûment constituée en corporation sous la loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, d'autre part, demanderont qu'une loi spéciale soit adoptée, confirmant et ratifiant un certain acte de vente passé devant M^{re} Rosaire Dupuis, notaire, par lequel les parties de première part ont vendu à la partie de seconde part certains immeubles que possédaient les parties de première part, aux termes de la donation susdite et déclarant bon et valable le titre donné à la partie de seconde part par ledit acte de vente.

Montréal, 17 décembre 1919.
Les procureurs des requérants,
GODIN, DUSSAULT, DUPUIS & CADOTTE.
4865—51-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Hampsstead, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, commencée le 10 décembre courant, sollicitera l'adoption d'une loi amendant sa charte de manière à prolonger pour une autre période de trois ans le temps pendant lequel il ne sera pas exigé du maire et des échevins qu'il soient résidents de la ville.

Montréal, le 5 décembre 1919.
Les avocats de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL.
4891—51-4

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature, at its present session, to amend the act 8 George V, chapter 37, sections 4 and 5, and the act 9 George V, chapter 38, section 1, so as to fix the rate of the school tax on immoveable property on parcel No 1, namely the tax for Catholics at seventy cents on the hundred dollars, and on parcel No. 3, namely the tax of neutrals, at one dollar per hundred dollars, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
Secretary-treasurer of Montreal
Catholic School Commission.
Montreal, 17th December, 1919. 4874—51-4

Notice is hereby given that at the present session of the Parliament of Quebec, Dame Marie Angélique Amanda Rodier, of Westmount, wife separate as to property by marriage contract of Patrick O'Leary, physician of the same place, and by him duly authorized, and the said Patrick O'Leary also acting in his personal capacity, in their quality of institutes to the substitution created by Charles Séraphin Rodier, under a deed of gift passed before Eustache Prud'homme, notary, on 5th December, 1877 ; Dame Patricia O'Leary, of Montreal, wife separate as to property of Louis Marchand, clerk of the Court of Appeal, and the said Louis Marchand to authorize his said wife, Emile O'Leary, of Montreal, gentleman, Dame Yvonne O'Leary, of Montreal, wife separate as to property of Charles Edouard Turcotte, insurance agent, and the said Charles Edouard Turcotte to authorize his said wife, Berthe O'Leary, of Westmount, *fille majeure et usant de ses droits*, and Renée O'Leary, of Montreal, wife separate as to property of Joseph Emile Roy, manufacturer's agent, and the said Joseph Emile Roy to authorize his wife, acting in their quality of substitutes to the substitution created under the said deed of gift, and the said Louis Marchand, in his quality of curator duly appointed to the said substitution and to the said Emile O'Leary, interdict, for the purpose of assisting and authorizing the latter in case the same should be required of the first part, and Dupuis Frères, Limitée, a body politic Quebec, and having its principal place of business in the city of Montreal, of the second part, will make application to the parliament of Quebec for the passage of an act to confirm and ratify a certain deed of sale passed before Rosaire Dupuis, notary, whereby the parties of the first part sold to the party of the second part certain immoveable property which belonged to the parties of the first part, under the terms of the aforesaid deed of gift, and to declare good and valid the title given to the party of the second part under the aforesaid deed of sale.

Montreal, 17th December, 1919.
GODIN, DUSSAULT, DUPUIS & CADOTTE,
4866—51-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that the town of Hampsstead, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, opening on the 10th December instant, will make application for an act amending its charter so as to extend for a further period of three years the time during which the mayor and aldermen need not be residents of the town.

Montreal, 5th December, 1919.
BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
4892—51-4 Attorneys for applicants.

Avis public est présentement donné par les soussignés pour Mendel Mallek, de la cité et du district de Montréal, marchand, que, lors de la présentation du bill amendant la charte de la cité de Montréal, il sollicitera de la Législature, à sa session actuelle, l'insertion d'une clause autorisant la cité à payer au requérant une indemnité pour dommages subis par lui comme résultat de pillage de ses locaux par une foule, lorsque ladite cité s'est trouvée sans protection, par suite d'une grève des policiers et pompiers, en décembre 1918.

Montréal, 18 décembre 1919.

Les avocats du requérant,
4895—51-4 JACOBS & COUTURE.

Public notice is hereby given by the undersigned asking on behalf of Mendel Mallek, of the city and district of Montreal, merchant; that they will apply to the Legislature at its present session, when the bill amending the charter of the city of Montreal is presented, to have a clause inserted therein authorizing the city to pay to the applicant indemnity for damages suffered by him as a result of the looting of his premises by a mob when the said city was without protection during the police and firemen strike in December, 1918.

Montreal 18th December, 1919.

JACOBS & COUTURE,
4896—51-4 Attorneys for applicants.

Avis public est par le présent donné que la Commission scolaire Protestante de la cité de Montréal sollicitera, de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant une émission d'obligations jusqu'à concurrence de un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000), lesdites obligations pour être émises par séries, sans fonds d'amortissement, et seront échues par divers montants, annuellement, à partir du 1er janvier 1925 jusqu'au premier janvier 1950, ces deux dates inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent (6%) par année.

Montréal, le 19 décembre 1919.

Les avocats de la requérante,
GREENSHEILDS, GREENSHIELDS,
4913—52-4 LANGUEDOC & PARKINS.

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an act to authorize the issue of bonds to the extent of one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000), said bonds to be issued in serial form without any sinking fund to mature in various amounts annually from January 1st, 1925, to January 1st, 1950, both dates inclusive, at a rate of interest not to exceed six per cent (6%) per annum.

Montreal, 19th December, 1919.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
4914—52-4 Solicitors for applicants.

Montréal, 20 décembre 1919.

Avis est par les présentes donné que Z.-Armour Côté, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, sollicitera de la Législature de la province de Québec, durant la présente session, l'adoption d'une loi autorisant son admission à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen requis.

Les avocats du requérant,

4923—52-4 DESMARAIS & DESERRES.

Montreal, December 20th, 1919

Notice is hereby given that Z. Armour Coté, of the city of Montreal, doctor of dental surgery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act authorizing his admission to the practise of dentistry, after passing the required examinations.

DESMARAIS & DESERRES,

4924—52-4 Solicitors for applicant.

Amendement à être inséré dans le "bill" de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal

En outre des pouvoirs ci-dessus octroyés, la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal prélèvera sur les propriétés imposables des Catholiques et des neutres une taxe additionnelle de un dixième de centin dans la piastre, laquelle taxe sera entièrement employée au relèvement général du salaire des professeurs, hommes et femmes, sous sa juridiction.

Dès que le présent "bill" aura été sanctionné, la Commission Scolaire de Montréal prendra les mesures nécessaires pour accorder l'augmentation de salaire immédiate demandée par les Instituteurs et les Institutrices sous son contrôle.

4947—52-4

Monsieur Olivier Campeau, ancien chef de police de Montréal, donne avis qu'à la présente session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demande l'amendement de la loi 32 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, de façon à lui assurer une pension, et pour d'autres fins.

Montréal, 12 décembre 1919.

4953—52-4 OLIVIER CAMPEAU.

Amendment to be inserted in the bill of the Montreal Catholic Schools Commission

In addition to the powers above granted, the Montreal Catholic Schools Commission shall levy on the assessable property of Catholics and neutrals an additional tax of one tenth of a cent in the dollar, said tax to be wholly employed for a general increase of the salary of professors, men and women, under its jurisdiction.

As soon as the present bill shall have been sanctioned, the Montreal School Commission shall take the necessary increase of salary asked by the teachers under its control.

4948—52-4

Mr. Olivier Campeau, former chief of police of the city of Montreal, hereby given notice that at the present session of the Legislature of Quebec, when the bill of the city of Montreal will be examined, he will ask for an amendment to the act 62 Victoria, chapter 58, as amended so as to guarantee a pension to him and for other purposes.

Montreal, 12th December, 1919.

4954—52-4 OLIVIER CAMPEAU.

Avis est donné que "Fraser Companies, Limited", s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant et confirmant une vente intervenue entre elles et "Donald Fraser & Sons, Limited", comme entreprise en exploitation, y compris droits, privilèges et franchises accordés à ladite "Donald Fraser & Sons, Limited", par la loi 1 Geo. V, ch. 84, et pour autres fins.

"FRASER COMPANIES, LIMITED".
4977-52-4

Notice is given that "Fraser Companies, Limited", will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an act ratifying and confirming a sale entered into with "Donald Fraser & Sons, Limited", as a going concern, including rights, privileges and franchises granted said "Donald Fraser & Sons, Limited", by the act 1 Geo. V, ch. 84, and for other purposes.

"FRASER COMPANIES, LIMITED".
4978-52-4

Avis est donné que "La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec" s'adressera à la Législature à sa présente session pour la passation d'une loi autorisant la société à changer son nom en celui de "L'Hôpital Laval", pour déterminer la qualification de ses membres et pour autres fins.

LA SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE
L'HOPITAL DES TUBERCULEUX,
4979-52-4 DE QUÉBEC.

Notice is given that "La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec", will apply to the Legislature at its present session for the passing of an act authorizing the society to change its name into "L'Hôpital Laval", also to determine the qualification of its members and for other purposes.

"LA SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE
L'HOPITAL DES TUBERCULEUX,
4980-52-4 DE QUÉBEC.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ D'OUTREMONT DANS LE COMTÉ DE WESTMOUNT.

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont dans le comté de Westmount, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander qu'il soit dérogé à la loi générale de l'instruction publique, en permettant auxdits commissaires d'écoles d'emprunter pour un terme n'excédant pas quarante ans une somme de \$400,000.00, et de prélever pour le remboursement dudit emprunt tant en capital qu'en intérêts, une taxe ou cotisation annuelle spéciale suffisante pour payer l'intérêt sur les débetures ou obligations qui seront émises, plus 1% du montant de l'emprunt à part l'intérêt, ou toute autre somme qui pourra être déterminée pour créer un fonds d'amortissement destiné à l'extinction de la dette, et d'émettre, aux fins dudit emprunt, des obligations ou débetures pour un terme n'excédant pas quarante ans, et portant intérêt à un taux n'excédant pas 6%, et pour autoriser toute autre mesure nécessitant une dérogation à la loi générale, afin de pourvoir aux débetures qui sont à la veille d'échoir et généralement aux besoins et aux obligations desdits commissaires d'École.

Montréal, 24 décembre 1919.

Les procureurs des requérants,
4981-52-4 BEAUBIEN & LAMARCHE.

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF OUTREMONT IN THE COUNTY OF WESTMOUNT.

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Outremont, in the county of Westmount, will present at the present session of the Quebec Legislature a petition to the effect that notwithstanding the general school law there be enacted a law authorizing them to borrow a sum of \$400,000.00 for a period not exceeding forty years and to levy and raise for the payment of capital and interests on said loan an annual assessment sufficient to pay the interest on the debentures or obligations to be issued, plus 1% of the amount of the loan besides interest, or all other sum which may be determined to create a sinking fund for the purpose of extinguishing said debt, and to issue for the purposes of said loan, obligations or debentures for a term not exceeding forty years, bearing interest at a rate not exceeding 6%, and to authorize all such other measures involving a derogation to the general law, in order to provide for the debentures which will shortly become due and generally to the needs and obligations of the said school commissioners.

Montreal, December 24th, 1919.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
4982-52-4 Solicitors for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que "The Stephens Estate Realities, Limited", corporation légale dont le siège social est dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant, en tant que nécessaire, un acte de vente de la propriété décrite, consenti par George Washington Stephens et autres, en faveur de la compagnie précitée, passé devant Ronzo Heatcote Clerk, notaire public, dans la cité de Montréal, le 27 décembre 1919, et dûment enregistré dans les divisions d'enregistrement de Montréal-Ouest, Hochelaga et Jacques-Cartier.

Montréal, 30 décembre 1919.

Les procureurs de la requérante,
39-1-4 MARKEY, SKINNER & HYDE.

Public notice is hereby given that "The Stephens Estate Realities, Limited", a body politic and corporate having its head office at the city of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session thereof, for the passing of an act to ratify and confirm, in so far as may be necessary, a deed of sale of the property therein described, made by George Washington Stephens and others, in favour of the above named Company, passed before Ronzo Heatcote Clerk, notary public, at the city of Montreal, on the 27th day of December, 1919, and duly registered in the registration divisions of Montreal-West and Hochelaga and Jacques-Cartier.

Montreal, 30th December, 1919.

MARKEY, SKINNER & HYDE,
40-1-4 Attorneys for applicant.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Hull, sous le nom de "Syndicat d'élevage avicole du comté de Hull", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de La Pointe Gatineau, dans le comté de Hull.

Québec, le 20 décembre 1919.

Le ministre de l'agriculture,
15 JOS.-ED CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Georges Quirion, cultivateur, de la paroisse de Saint-Martin, comté de Beauce, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Martin-de-Beauce", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Beauce.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 23 décembre 1919.

Le ministre de l'agriculture,
17 JOS.-ED CARON.

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been constituted in the county of Hull, under the name of "Syndicat d'élevage avicole du comté de Hull" with its principal place of business in the municipality of the village of La Pointe Gatineau, in the county of Hull.

Quebec, 20th December, 1919.

JOS. ED CARON,
16 Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Georges Quirion, farmer, of the parish of Saint Martin, county of Beauce, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint Martin de Beauce, with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Martin, in the county of Beauce.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 23rd December, 1919.

JOS. ED CARON,
18 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 349. Lydia Richard, de Drummondville, épouse d'Arcadius Désilets, menuisier, de Drummondville, district d'Arthabaska, demanderesse ; vs ledit Arcadius Désilets, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 de décembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
GARCEAU & RINGUET.
27 décembre 1919. 9-1-5

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 349. Lydia Richard, of Drummondville, wife of Arcadius Désilets, joiner, of Drummondville, district of Arthabaska, plaintiff ; vs the said Arcadius Désilets, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 15th December, 1919.

GARCEAU & RINGUET,
Attorneys for plaintiff.
27th December, 1919. 10-1-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 2730. Dame Florida Charbonneau, épouse de Alexis Marsan, entrepreneur, des cité et district de Montréal, demanderesse ; vs ledit Alexis Marsan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette Cour le 18e jour de décembre 1919.

Montréal, 19 décembre 1919.
Les avocats de la demanderesse,
4929-52-5 JEAN & MICHAUD.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2730. Dame Florida Charbonneau, wife of Alexis Marsan, contractor, of the city and district of Montreal, plaintiff ; vs the said Alexis Marsan, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this Court on the 18th day of December, 1919.

Montreal, 19th December, 1919.
JEAN & MICHAUD,
4930-52-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2585. Dame Philomène Taillefer, demanderesse ; vs Damase Bertrand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur le 12 décembre 1919. Les procureurs de la demanderesse, BERARD & RHEAUME. Montréal 19 décembre 1919. 4919-52-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2585. Dame Philomène Taillefer, plaintiff ; vs Damase Bertrand, defendant.

An action in separation as to property has been issued in this cause against the defendant on the twelfth day of December, 1919 ; BERARD & RHEAUME, attorneys for the plaintiff. Montreal, 19th December, 1919. 4920-52-5

Canada, province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 182. Dame Virginie Poulin, épouse commune en biens de Henri Bolduc, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Lucie, district de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Henri Bolduc, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 17ème jour de décembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

ROUSSEAU & CHOUINARD.

Montmagny, 17 décembre 1919. 4903—52-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 229. Dame Berthe Campeau, des cité et district de Montréal, épouse de Polydor Charlebois, commerçant de gramophones, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Polydor Charlebois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de novembre 1919.

Montréal, 1er décembre 1919.

L'avocat de la demanderesse,

4905—52-5

A. FORTIN.

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 450. Dame Georgianna Bessette, de la paroisse de Sainte-Marie-Monnoir, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hormisdas Lapalme, de la ville de Marieville, dit district, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Hormisdas Lapalme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29ième jour de novembre 1919, contre le défendeurs.

Saint-Hyacinthe, 6 décembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

4737—50-5

BEAUREGARD & LABELLE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3414. Dame Agnès Bélanger, épouse commune en biens de Delphis Caron, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Delphis Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de novembre 1919.

Montréal, 1er décembre 1919.

Les avocats de la demanderesse,

LETOURNEAU, BEAULIEU, MARIN

4623—49-5

& MERCIER.

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 182. Virginie Poulin, wife common as to property of Henry Bolduc, farmer, of the parish of Sainte-Lucie, district of Montmagny, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Henry Bolduc, defendant.

An action for separation as to property has been taken by the plaintiff, on the 17th of December, 1919.

ROUSSEAU & CHOUINARD,

Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 17th December, 1919. 4904—52-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 229. Dame Berthe Campeau, of the city and district of Montreal, wife of Polydor Charlebois, phonograph dealer, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Polydor Charlebois, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the third day of November, 1919.

Montreal, 1st December, 1919.

A. FORTIN,

4906—52-5

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe Superior Court, No. 450. Dame Georgianna Bessette, of the parish of Sainte-Marie-Monnoir, district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Hormisdas Lapalme, of the town of Marieville, said district, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Hormisdas Lapalme, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 29th of November, 1919, against the defendant.

Saint-Hyacinthe 6th of December, 1919.

BEAUREGARD & LABELLE,

4738—50-5

Solicitors for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3414. Dame Agnès Bélanger, wife common as to property of Delphis Caron, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Delphis Caron, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the tenth day of November, 1919.

Montreal, 1st December, 1919.

LETOURNEAU, BEAULIEU,

4624—49-5

MARIN & MERCIER,

Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4929. Dame Eva McKeown, demanderesse; vs Edward Fitzgerald, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le 25 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

ELLIOTT & DAVID.

Montréal, 1er décembre 1919. 4621—49-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4929. Dame Eva McKeown, plaintiff; vs Edward Fitzgerald, defendant.

An action in separation as to bed and board and as to property has been issued in this cause against the defendant, on the twenty-fifth day of November, 1919.

ELLIOTT & DAVID,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 1st December, 1919. 4622—49-5

Assemblée

Meeting

CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY.

CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY.

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE DES ACTIONNAIRES

NOTICE OF SPECIAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS.

Une assemblée générale spéciale des actionnaires de la "Canada & Gulf Terminal Railway Company" aura lieu au siège social de la corporation, dans la cité de Montréal, lundi, le 12 janvier prochain 1920, à trois heures p. m., pour considérer, et, si on le juge à propos, approuver et ratifier l'action du conseil d'administration en adoptant le règlement "C" de la compagnie, qui est un règlement à l'effet d'autoriser les administrateurs à créer et émettre des obligations à vingt ans et cinq pour cent et portant première hypothèque jusqu'à concurrence de \$1,140,000.00, par coupures de \$1,000.00 chacune, et de s'en servir aux fins de la corporation.

Par ordre,

Le secrétaire-trésorier,

E. M. HOCTOR.

Montréal, 23 décembre 1919.

27

A special general meeting of the shareholders of "Canada & Gulf Terminal Railway Company" will be held at the office of the company, in the city of Montreal, on Monday, the 12th day of January next, 1920, at three o'clock p. m., for the purpose of considering, and if deemed wise, approving and sanctioning the action of the board of directors of the company in enacting by-law "C" of the company, being a by-law to authorize the directors to create and issue first mortgage twenty year five per cent bonds amounting in the aggregate to \$1,140,000.00 in denominations of \$1,000.00 each, and to use the same for the purpose of the company.

By order,

E. M. HOCTOR,

Secretary-treasurer.

Montreal, 23rd December, 1919.

28

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par le présent donné que le bureau chef de la compagnie "The Stephens Estate Realities, Limited", est situé au numéro 205 rue Saint-Jacques, chambre 501, en la cité de Montréal.

37

Notice is hereby given that the head office of "The Stephens Estate Realities, Limited", is situated at room 501, 205 Saint-James street, in the city of Montreal.

38

Province de Québec, district de Bedford, Vail Neighborhood Cemetery Company.

Avis public est par le présent donné par George M. Beach, cultivateur, William E. Vail, cultivateur, et George F. Ford, cultivateur, tous du canton de Dunham, dans le district de Bedford; et Edmund A. Fitchett, marchand, Walter-J. Bell, commerçant, les deux du village de Cowansville, dit district, que, après deux mois du présent avis, ils demanderont au lieutenant-gouverneur l'adoption d'un arrêté ministériel ratifiant l'acte de vente à eux fait du lot 323 des plan et livre de renvoi officiels dudit canton Dunham, mesurant un demi acre en superficie, et de coin nord-est du lot 322 dudit canton de Dunham, mesurant un demi acre de superficie, que les parties sus-nommées acquièrent pour former une compagnie de cimetièrre, en vertu des dispositions des articles 6821 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, à être connue et désignée sous le nom de "Vail Neighborhood Cemetery Company", par acte de vente passé à Cowansville susdit, le 18 septembre 1919, pardevant maître Jules Côté, notaire public, sous le numéro 3630 des minutes dudit notaire.

Cowansville, P. Q., 29 octobre 1919.

L'avocat des requérants,

4125-45-9

W. U. COTTON.

[Première publication, 8 novembre 1919.]

Province of Quebec, district of Bedford, Vail Neighborhood Cemetery Company.

Public notice is hereby given by George M. Beach, farmer, William E. Vail, farmer, and George E. Ford, farmer, all of the township of Dunham, in the district of Bedford; and Edmund A. Fitchett, merchant, and Walter-J. Bell, trader, both of the village of Cowansville, said district, that at the expiration of two months from the present notice, they intend to apply to the Lieutenant Governor for an Order-in-Council confirming that certain deed of sale unto them of lot 323 of the official plan and book of reference of said township of Dunham, containing one-half acre in superficies, and the north east corner of lot 322 of said township of Dunham, containing one-half acre in superficies, which the parties above mentioned acquired for the purposes of forming a cemetery company, under the provisions of articles 6821 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, to be known and designated as the Vail Neighbourhood Cemetery Company, by a deed of sale passed at Cowansville aforesaid, the 18th day of September, 1919, before maître Jules Côté, notary public, under number 3630 of said notary's records.

Cowansville, P. Q., 29th October, 1919.

W. U. COTTON,

4126-45-9

Attorney for applicants.

[First publication, 8th November, 1919.]

Canada, province de Québec, district de Terrebonne.

Une session de la Cour du banc du Roi ayant juridiction criminelle dans et pour le district de Terrebonne, se tiendra au palais de justice, dans le village de Sainte-Scholastique, dit district, le

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne.

A session of the Court of King's Bench (Crown side), holding criminal jurisdiction in and for the district of Terrebonne, will be held in the Court House, at the village of Sainte-Scholastique,

vendredi, seizième jour de janvier prochain 1920, à dix heures de l'avant-midi.

En conséquence, je donne avis public à tous ceux qui auront à poursuivre aucune personne maintenant détenue dans la prison commune de ce district ou toute autre personne, qu'ils soient présents là et alors.

Je donne aussi avis à tous les juges de paix, coroners et officiers de la paix pour le district susdit, qu'ils aient à s'y trouver avec tous leurs records pour qu'ils puissent agir en leur qualité respective.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 4 décembre 1919.

4739—50-2

said district, on Friday, the sixteenth day of January next, 1920, at ten o'clock in the forenoon.

In consequence, I give notice to all who intend to proceed against any prisoners now in the common goal of the said district and all others, that they must be present then and there.

I also give notice to all justices of the peace, coroners and peace officers in and for the said district, that they must be present with their records, in order to do these things which belong to them in their respective capacities.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte-Scholastique, 4th December, 1919.

4740—50-2

Compagnie autorisée à faire des opérations

"Canadian Taximeters, Limited".

La compagnie Canadian Taximeters, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Patrick Kearney, de Montréal.

Québec, 19 décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5

"The Austin Company".

La compagnie "The Austin Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Gregor Barclay, solicitor, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 19 décembre 1919.

7

Company authorized to do business

"Canadian Taximeters, Limited".

The company "Canadian Taximeters, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Patrick Kearney, of Montreal.

Quebec, 19th December, 1919.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

6

"The Austin Company".

The company "The Austin Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Gregor Barclay, solicitor, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 19th December, 1919.

8

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 13 janvier 1920.—Examinations, 13th January, 1920.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.—Beaudoin	Jules	22	St-Hilaire.
2.—Beaudry	Laurent	33	Ottawa.
3.—Bédard	Marcel	23	Montréal.
4.—Boissonnault	J.-Alcide	27	Saint-Timothée.
5.—Bowles	W.-F. (militaire)	26	Montréal.
6.—Camirand	M.-R.	25	Montréal.
7.—Chauvin	Gustave	24	Montréal.
8.—Cinq-Mars	Benoit, (militaire)	27	Montréal.
9.—Cohen	A. S., (of the Boston Bar)	27	Montréal.
10.—Colville	A. B. (Of the Ont. Bar), (militaire)	42	Montréal.
11.—DeLadurantaye	L.-J.	23	Ottawa.
12.—DeLadurantaye	René (militaire)	25	Montréal.
13.—Dupuis	Vincent	30	Montréal.
14.—Gadoury	Adolphe	24	Joliette.
15.—Holden	R.-Clément (militaire)	26	Montréal.
16.—Lovett	Eric-A. (militaire)	27	Montréal.
17.—Marsolais	Alfred	24	Joliette.
18.—Nicholson	Wm.-C. (militaire)	27	Montréal.
19.—Perrier	Hector	24	Montréal.
20.—Poisson	Robert	24	Montréal.
21.—Senécal	A.-A. (militaire)	22	Montréal.
22.—Senécal	Ernest (militaire)	25	Montréal.
23.—Tellier	Léopold	29	St-Esprit.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT—CANDIDATE FOR ADMISSION TO STUDY OF LAW.

Examens du 13 janvier 1920—Examinations, 13th January, 1920.

Nom — Name	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Smith	A.-I.	23	Montréal	McGill University

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
J.-M. NANTEL,

Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 29 décembre 1919—Montreal, 29th December, 1919.

53-54-1-2

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR PRACTICE AT LAW.

Examens de janvier 1920—Examinations of January, 1920.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Auger	Réné	23	Québec.
Bresse	Olivier	26	Charlesbourg.
Corriveau	Philippe	27	Québec.
Goulet	Donat	25	Québec.
Grégoire	J.-Ernest	33	Québec.
Jolicœur	J.-Achille	23	Québec.
Parent	Paul	26	Québec.

Le secrétaire du barreau,
J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar.

Québec, 30 décembre 1919.—Quebec, 30th December, 1919.

55-6-1-2

CANDIDATS A L'ETUDE DU DROIT.

Examens de janvier 1920.

CANDIDATES TO LAW STUDY.

Examinations of January, 1920.

Nom Name	Prénoms Surnames	Résidence Residence	Age	College
Belleau.....	Robert.....	Lévis.....	28	Collège de Lévis, et cours privés.
Bureau.....	Jean-Marie.....	Trois-Rivières. Three Rivers.	22	Séminaire des Trois-Rivières.
Doguisse.....	Pierre.....	Québec.....	21	Collège de Sherbrooke et cours privés.
Dorion.....	Charles.....	Québec.....	26	Collège Sainte-Marie.
Gaudreault....	Edouard.....	Baie Saint-Paul....	21	Séminaire de Chicoutimi.

Ce 13 décembre 1919.

Le secrétaire du barreau de Québec,
4965 J.-A. GAGNÉ.

This 13th December, 1919.

4966 J. A. GAGNE,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU D'OTTAWA

BAR OF OTTAWA.

CANDIDAT POUR ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT

CANDIDATE FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de janvier 1920

Examination of January, 1920.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Legris.....	Joseph-Antoine.....	31	Haileybury, Ontario.

Hull, 20 décembre 1919.

Le secrétaire du barreau d'Ottawa,
4967 J.-NOEL BEAUCHAMP.

Hull, 20th December, 1920.

4968 J. NOEL BEAUCHAMP,
Secretary of the Ottawa Bar.

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Collège College	Résidence Residence
Holtham.....	Bartley Nelson.....	21	High School Waterville & McGill Univ.	Waterville.
Abbott.....	Douglass Charles...	20½	Lennoxville Academy Bishops College.	Lennoxville.

Le secrétaire du barreau de Saint-François,
LIONEL FOREST,
Secretary Bar of Saint Francis.

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 40. *In re*: Morin Frère, Montréal, faillis.

Un 2ième bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 19 janvier 1920.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

Les curateurs,

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse "Banque Nationale",
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 janvier 1920. 33

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 160. *In re*: Louis-A. Sauvé, "Cie d'auvents Miller", Montréal, insolvable.

Avis est donné que le 29 décembre 1919, ledit insolvable a déposé son bilan au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

Pour le gardien provisoire,

VINET & DUFRESNE.

3 janvier 1920.
99 rue Saint-Jacques, Montréal. 35

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re*: Laurin & Preville, 11 Notre-Dame-Est, Montréal

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 17 janvier 1920, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE.

Bureau : 820 édifice "Power".
Montréal. 30 décembre 1919. 49

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 152.

Frederick M. Dixon, "The Mile End Garage" a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

Montréal, 22 décembre 1919.

51 F. C. RYAN.

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 40. *In re*: Morin Frère, Montreal, insolvents.

A 2nd dividend has been prepared and will be payable at our office on or after the 19th January, 1920.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,

P. H. DUFRESNE,
Curators.

"Banque Nationale" building,
99 Saint-James street.
Montreal, 3rd January, 1920. 34

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 160. *In re*: Louis-A. Sauvé, "Miller awning Co.", Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th December, 1919, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,

For the provincial guardian.

3rd January, 1920.
99, Saint-James street, Montreal. 36

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. *In re*: Laurin & Preville, 11 Notre-Dame-East, Montreal.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until January 17th, 1920, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : 820 "Power bldg."
Montreal, 30th December, 1919. 50

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 152.

Frederick M. Dixon, "The Mile End Garage" has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

Montreal, 22nd December, 1919.

52 F. C. RYAN

Liquidation—Avis de

"MONTREAL ABATTOIRS, LIMITED".

Canada, province de Québec. "Montreal Abattoirs, Limited" (constituée en corporation sous l'empire de la Loi des compagnies du Canada, le 25 août 1911).

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la "Montreal Abattoirs, Limited" tenue le 12 décembre 1919, à la chambre 207a, immeuble "Transportation", à Montréal, une résolution comportant liquidation et dissolution de la compagnie, en vertu des dispositions statutaires relatives à la dissolution volontaire des compagnies à fonds social (article 6120 et s. des S. R. Q.), a été dûment adoptée par une majorité représentant plus des deux-tiers du capital de la

Winding up notices

"MONTREAL ABATTOIRS, LIMITED".

Canada, Province of Quebec. "Montreal Abattoirs, Limited" (incorporated under the provisions of The Companies Act, Canada, on 25th August, 1911).

Notice is hereby given that at a special general meeting of shareholders of "Montreal Abattoirs, Limited" held on the 12th December, 1919, at room 207a, "Transportation" building, Montreal, a resolution for the winding-up and dissolution of the company, under the provisions of the statute for the voluntary winding-up of joint stock companies (article 6120 et seq., R. S. Q.), was duly passed by a majority representing more than two-thirds of the stock of the company, and the undersigned was appointed

orporation, et que le soussigné a été nommé liquidateur pour such purposes, and was exempt from giving security for his administration.

Montréal, 12 décembre 1919.

Le liquidateur,

ERSKINE B. Q. BUCHANAN.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

29

C.-J. SIMARD.

Montreal, 12th December, 1919.

ERSKINE B. Q. BUCHANAN,

Liquidator.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of December, 1919.

C. J. SIMARD.

30

Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 22 décembre 1919.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Horace St. Germain, notaire, pratiquant et demeurant en les cité, comté et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jules St. Germain, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire Horace St. Germain, dont ledit Jules St. Germain était le cessionnaire.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4945—52-5 ALEX. DESMEULES.

Quebec, 22nd December, 1919.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, application is made to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Horace St. Germain, notary, practising and residing in the city, county and district of Saint-Hyacinthe, for the transfer to him of the minutes, repertory and index of the late Jules St. Germain, in his lifetime notary, of the same, place and also the minutes, repertory and index of the late notary Horace St. Germain which had been transferred to said Jules St. Germain.

ALEX. DESMEULES,
4946—52-5 Supplying Assistant Provincial Sec.

Notarial minutes

Soumissions

Province de Québec, cité de Sorel.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité de Sorel recevra, jusqu'à huit heures P. M., vendredi, le 9 janvier 1920, des soumissions écrites pour l'achat des débentures de la cité de Sorel, au montant de \$26,000.00 émises en vertu du règlement No 370, dûment approuvé suivant la loi et datées lesdites débentures du 1er novembre 1919, et rachetables dans dix ans de leur date et portant intérêt au taux de 5½% l'an, payable semi-annuellement, au bureau de la banque Nationale à Montréal.

Lesdites soumissions seront ouvertes à une séance publique du conseil de la cité de Sorel qui aura lieu vendredi, le 9 janvier 1920, à huit heures P. M.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de cet emprunt. Après l'ouverture des soumissions, les chèques déposés comme susdit seront remis aux soumissionnaires, sauf à celui dont la soumission aura été acceptée, à qui il sera remis après l'exécution du contrat seulement.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Donné à Sorel, ce 16 décembre 1919.

Le greffier de la cité de Sorel,

4907—52-2

A.-O. CARTIER.

Tenders

Province of Quebec, city of Sorel.

Public notice is hereby given that the council of the city of Sorel will receive, until eight o'clock P. M. on Friday, the 9th of January 1920 written tenders for the purchase of debentures of said city of Sorel, amounting to \$26,000.00, issued under by-law No. 370, approved according to law and dated said debentures the 1st day of November, 1919, and redeemable in ten years from their date, bearing interest at the rate of 5½% per annum, payable semi-annually at the office of la Banque Nationale at Montreal.

The said tenders will be opened at a public sitting of the council of the city of Sorel, which will be held on Friday, the 9th of January, 1920 at eight o'clock P. M.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of this loan. After the opening of the tenders, the cheques deposited as aforesaid shall be handed back to the tenderers, except to whom whose offer is accepted, to whom it shall be handed back only after the execution of his contract.

Every tender shall specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery.

Any tender will not necessarily be accepted.

Given at Sorel, this 16th December, 1919.

A. O. CARTIER,

4908—52-2

City clerk of the city of Sorel.

Vente par licitation

Sale by licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1473.

Avis public est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le 26 décembre 1919, dans une cause dans laquelle Yvonne Lessard, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Herménégilde Gagnon, des cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sadite épouse ; Célanire Lessard, épouse commune en biens de J.-Anastase Renaud, des cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sadite épouse ; Avila Lessard, René Lessard, tous deux des cité et district de Montréal ; Ida Lessard, Antoinette Lessard, Gabrielle Lessard et Oliva Lessard, toutes quatre filles majeures, des cité et district de Montréal, sont demandeurs ; et Alexina Lessard, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid Joron, des cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sadite épouse, et J.-Ulric Meunier, notaire, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur à sa fille mineure, Gilberte Meunier, sont défendeurs ; et William Lessard, prêtre-vicaire, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur-testamentaire de feu Théodule Lessard, en son vivant entrepreneur, des cité et district de Montréal, est mis-en-cause. La licitation des immeubles suivants a été ordonnée, savoir :

DÉSIGNATION

1. Lot 45, subdivision 15, cadastre du quartier Saint-Laurent, 25 pieds par 104 pieds—avec bâtisses, Nos 206 à 210, Avenue du Parc à Montréal ;

2. Lot 196, subdivision 138 cadastre village Côte Saint-Louis, et partie sud-est de la subdivision 31 du lot 209, même cadastre, moins les 24 pieds par 25 expropriés par la cité de Montréal ; bornée en front par la rue Saint-Denis, en arrière par ruelle 196, subdivision 85, au sud-est par 209, subdivision 30, et 196, subdivision 137, au nord-ouest par partie nord-ouest de subdivision 31 du lot 209, et par 196, subdivision 139, mesurant 102 pds par 25—avec bâtisses, Nos 1710 à 1714 rue Saint-Denis, à Montréal ;

3. Lot 196, subdivision 139, cadastre village Côte Saint-Louis, et partie nord-ouest de subdivision 31 du lot 209, moins les 24 pieds, par 25 expropriés par la cité de Montréal ; bornés en front par la rue Saint-Denis, en arrière par la ruelle 196, subdivision 85, au sud-est par partie sud-est de subdivision 31 du lot 209, et 196, subdivision 138, au nord-ouest par partie sud-est de subdivision 32 du lot 209 et par 196, subdivision 140, mesurant 103 pieds par 25—avec bâtisses Nos 1716 à 1720 rue Saint-Denis, à Montréal ;

4. 196 subdivision 140, cadastre village Côte Saint-Louis et partie sud-est subdivision 32, du lot 209, même cadastre moins les 24 pieds par 25 expropriés par cité de Montréal ; bornée en front par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle 196, subdivision 85, au sud-est par partie nord-ouest de subdivision 31 du lot 209, et 196, subdivision 139, au nord-ouest par partie nord-ouest de subdivision 32 du lot 209, et 196, subdivision

Province of Quebec, district of Montreal. No. 1473. Superior Court.

Public notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, district of Montreal, pronounced 26th December, 1919, in a cause in which Yvonne Lessard, wife separate by contract as to property of J. Hermenegilde Gagnon, of the city and district of Montreal, the latter party to these present to authorize his said wife ; Célanire Lessard, wife common as to property of J. Anastase Renaud, of the city and district of Montreal, and the latter party to these presents to authorize his said wife ; Avila Lessard, René Lessard, both of the city and district of Montreal ; Ida Lessard, Antoinette Lessard, Gabrielle Lessard and Oliva Lessard, all four spinsters, of the city and district of Montreal are plaintiffs ; and Alexina Lessard, wife separate by contract as to property of Wilfrid Joron, of the city and district of Montreal, and the latter party to these presents to authorize his said wife, and J. Ulric Meunier, notary, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to his minor daughter, Gilberte Meunier, are defendants ; and William Lessard, priest-curate, of the same place, in his quality of executor of the late Théodule Lessard's estate, in his lifetime contractor, of the city and district of Montreal, is "mis-en-cause". The licitation of the following immoveable properties has been ordered, namely :

DESIGNATION

1. Lot 45, subdivision 15, plan and book of reference of Saint Lawrence ward 25 feet by 104 feet—with buildings, Nos. 206 to 210 Park avenue, Montreal ;

2. Lot 196, subdivision 138, plan and book of reference of village Côte Saint-Louis, and south eastern part of subdivision 31 of lot 209, same plan and book of reference, less the 24 feet by 25 feet expropriated by the city of Montreal ; said part bounded in front by Saint-Denis street, in rear by lane 196, subdivision 85, on the south eastern side by 209, subdivision 30, and 196, subdivision 137, on north western side by north western part of subdivision 31, of lot 209, and by 196, subdivision 139, measuring 102 feet, by 25 feet.,—with buildings Nos. 1710 to 1714 Saint-Denis street, Montreal ;

3. Lot 196, subdivision 139, plan and book of reference of village Côte Saint-Louis, and north-western part of subdivision 31 of lot 209, less the 24 feet by 25 feet expropriated by the city of Montreal ; said part bounded in front by Saint-Denis street, in rear by lane 196, subdivision 85, on south-eastern side by south eastern part of subdivision 31 of lot 209, and 196, subdivision 138, on north-western side by south eastern part of subdivision 32 of lot 209 and by 196, subdivision 140, measuring 103 feet by 25 feet.,—with buildings Nos. 1716 to 1720 Saint Denis street, Montreal ;

4. 196, subdivision 140, plan and book of reference village Côte Saint-Louis and south eastern part of subdivision 32, of lot 209 same plan and book of reference, less the 24 feet by 25 feet expropriated by the city of Montreal ; bounded in front by Saint-Denis street, in rear by lane 196, subdivision 85, on south eastern side by north western part of subdivision 31 of lot 209, and by 196, subdivision 139, on north western side

Nos 141, mesurant 103 pieds par 25—avec bâtisses Nos 1720 à 1726 rue Saint-Denis, à Montréal ;

5. Partie nord-ouest de subdivision 205 du lot 15 cadastre village Saint-Jean-Baptiste, mesurant 10 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur du lot; bornée en front par la rue Berri, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par 15 subdivision 206, au sud-est par le reste du 15, subdivision 205, et partie sud-est de subdivision 206 du lot 15, même cadastre, mesurant 15 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur du lot; bornée en front par la rue Berri, en arrière par une ruelle, au sud-est par partie susdécrite de 15, subdivision 205, au nord-ouest par partie restante de 15, subdivision 206—le tout avec bâtisses Nos 1004 à 1008 Berri, Montréal, et avec tous droits que la succession, Théodule Lessard, peut avoir dans une lisière de terrain de 5 pieds de largeur par toute la profondeur, située au sud-est de la maison, mais sans garantie quant à tels droits ;

6. Lot 8, subdivision 113, cadastre village Saint-Jean-Baptiste, mesurant 100 pieds par 25 pieds—avec bâtisses Nos 38 à 42 rue Christophe Colomb, à Montréal ;

7. Lot 330 subdivision 87, cadastre village Côte Saint-Louis, mesurant 70 pieds par 24 pieds, —avec bâtisses Nos 254 à 258 rue Chambord, à Montréal ;

8. Terre No 252, cadastre paroisse de Lachenaie, comté de l'Assomption, mesurant 9/16 d'arpent par 15 arpents.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER 1920 par cette Cour, dans la salle d'audience No 31 du palais de justice de Montréal, à DIX heures ET DEMIE du matin, dans l'ordre et de la manière ci-dessus mentionnée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toute opposition à ladite vente devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver dans les six jours après l'adjudication, le tout à peine de forclusion.

Montréal, 23 décembre 1919.

Le procureur des demandeurs,
4957—52-2 CHAS-AUG.-H. BERTRAND.

by north western part of subdivision 32 of lot 209, and by 196, subdivision 141, measuring 103 feet by 25 feet—with buildings Nos 1720 to 1726 Saint-Denis street, Montreal ;

5. North western part of subdivision 205 of lot 15, plan and book of reference of village Saint-Jean-Baptiste, measuring 10 feet in width by 70 feet in depth; bounded in front by Berri street, in rear by a lane, on north western side by 15, subdivision 206, on south eastern side by remainder of 15, subdivision 205, and south eastern part of subdivision 206 of lot 15, same plan and book of reference, measuring 15 feet in width by 70 feet in depth; bounded in front by Berri street, in rear by lane, on south eastern side by above described part of 15, subdivision 205 ; on north western side by remainder of 15, subdivision 206—the whole with buildings Nos. 1004 to 1008 Berri street, Montreal, and with all rights the late Théodule Lessard's estate may have on a strip of land of 5 feet in width by the whole dept situated on the south eastern side of the building, but without warranty as to same ;

6. Lot 8, subdivision 113, plan and book of reference of village Saint-Jean-Baptiste, measuring 100 feet by 25 feet — with buildings Nos. 38 to 42 Christopher-Columbus street, Montreal ;

7. Lot 330, subdivision 87, plan and book of reference of village Côte Saint-Louis, measuring 70 feet by 24 feet—with buildings Nos. 254 to 258 Chambord street, Montreal ;

8. Land No. 252, plan and book of reference of parish of Lachenaie, county of L'Assomption, measuring 9/16 of one arpent by 15 arpents.

The above described immovable properties will be sold by auction and adjudge to the highest and last bidder, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY, 1920, by this Court, in room No. 31, in the Court House at Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in the order and manner above mentioned, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said Court, and all oppositions to the said sale should be deposited at said prothonotary's office, at least twelve days before the date fixed for said sale, and all oppositions for payment in the six days following the adjudication, in default of which right to fyle same will be exhausted as according to law ;

Montreal, 23rd December, 1919.

CHAS AUG. H. BERTRAND,
4958—52-2 Attorney for plaintiffs.

VENTE PAR LE SHÉRIF GASPÉ

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.

Rimouski, à savoir : } REVEREND P.-FE-
No 6383. } LIX SIROIS, curé
de la paroisse de Sainte-Luce, district de Rimouski, demandeur ; contre JACQUES-EDMOND CHICOYNE, ci-devant de Saint-Pierre-de-Malbaie, No 1, dans le comté et le district de Gaspé, et maintenant de la cité de Québec, défendeur.

Un lopin de terre sis et situé à un endroit appelé Vauquelin, dans la municipalité de Saint-Pierre-de-Malbaie, No 1, mesurant cent acres,

SHERIFF'S SALE GASPÉ

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

Rimouski, to wit : } REVEREND P. FELIX
No. 6383. } SIROIS, curé of the
parish of Sainte-Luce, district of Rimouski, plaintiff ; against JACQUES EDMOND CHICOYNE, heretofore of Saint-Pierre-de-Malbaie, No. 1, in the county and district of Gaspé, and now of the city of Quebec, defendant.

A certain lot of land lying and situate at a place called Vauquelin, in the municipality of Saint-Pierre-de-Malbaie, No. 1, containing one

plus ou moins, en étendue, étant le lot 5, du rang nord de la rivière, dans le canton de Malbaie, comté de Gaspé, et désigné sous le No 5 du cadastre officiel dudit canton de Malbaie—avec une maison, une grange et d'autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-de-Malbaie, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Percé, 6 décembre 1919.

4741—50-2

[Première publication, 13 décembre 1919.]

Le shérif,

JAS. T. TUZO.

hundred acres more or less in superficies, being the lot 5, in the range north of the river, in the township of Malbaie, county of Gaspé, and designated under No. 5 of the official cadastre of the said township of Malbaie—with a dwelling house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pierre-de-Malbaie, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1920, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office.

Percé, 6th December, 1919. 4742—50-2

JAS. T. TUZO,

Sheriff.

4742—50-2

[First publication, 13th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour supérieure.—District de Gaspé

Province de Québec, } ALPHONSE LE-
District de Gaspé, } BLANC, de
Comté de Bonaventure, } New-Richmond, comté
No 3327. } et district susdits, jour-

nalier, demandeur; contre les meubles et effets, terres et héritages de EMILE LEBLANC, de Montréal et d'autres, à New-Richmond susdit, défendeurs:

1. Une propriété immobilière située dans le rang 4 du canton de New-Richmond, étant la partie est du lot originaire No 16, et maintenant comme étant une partie du lot No 620 du cadastre officiel dudit canton de New-Richmond, mesurant un acre de terre en largeur par trente-trois acres et un tiers de profondeur, plus ou moins; bornée à l'est par Joseph LeBlanc (Antoine) et Diana LeBlanc Loubert, à l'ouest par François-Xavier LeBlanc, au nord par le trait carré du 5e rang, et au sud par le trait-carré du 4e rang—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Une autre propriété immobilière située dans le 4e rang du canton de New-Richmond, étant la partie ouest du lot originaire No 17, et maintenant connue comme étant une partie du lot No 621 du cadastre officiel dudit canton de New-Richmond, mesurant un acre de terre en largeur par vingt-neuf acres de profondeur, plus ou moins; bornée à l'est par Joseph LeBlanc (Antoine), à l'ouest par Diana LeBlanc Loubert, au nord par le trait-carré du 5e rang, et au sud par Joseph LeBlanc (Antoine), circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges-Gardiens, de Caspédia, JEUDI, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

New-Carlisle, 9 décembre 1919.

Le shérif, C. B.,

4743—50-2

[Première publication, 13 décembre 1919.]

W. M. SHEPPARD.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Gaspé.

Province of Quebec, } ALPHONSE LE-
District of Gaspé, } BLANC, of
County of Bonaventure, } New-Richmond, coun-
No. 3327. } ty and district afore-

said, laborer, plaintiff; against the goods and chattels, lands and tenements of EMILE LEBLANC, of Montreal, and others, in New-Richmond, aforesaid, defendants:

1. An immoveable property situate in the 4th range of the township of New-Richmond, being the east part of the primitive lot No. 16, and now known as part of lot No. 620 of the official cadastre of the said township of New-Richmond, containing one acre of land in width by thirty three acres and one third of an acre in depth, more or less; bounded on the east by Joseph LeBlanc (Antoine) and Diana LeBlanc Loubert, on the west by François-Xavier LeBlanc, on the north by the *trait-carré* of the 5th range, and on the south by the *trait-carré* of the 4th range—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. Another immoveable property situate also in the 4th range of the township of New-Richmond, being the west part of the primitive lot No. 17, and now known as part of lot No. 621 of the official cadastre of the said township of New-Richmond, containing one acre of land in width by twenty nine acres in depth, more or less; bounded on the east by Joseph LeBlanc (Antoine), on the west by Diana LeBlanc Loubert, on the north by the *trait-carré* of the 5th range, and on the south by Joseph LeBlanc (Antoine), circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saints-Anges-Gardiens-de-Caspédia, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY next (1920), of the hour of TEN in the forenoon.

Sheriff's office.

New-Carlisle, 9th December, 1919.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff, C. B.

4744—50-2

[First publication, 13th December, 1919.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } DAME A. LE-
District de Montréal, } GAULT, deman-
No 2039. } deresse; vs A. LOI-
SELLE, défendeur.

Les lots numéros trente-sept, trente-huit, trente-neuf, neuf, dix, onze, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, qua-

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME A. LE-
District of Montreal, } GAULT, plain-
No. 2039. } tiff; vs A. LOISEL-
LE, defendant.

The lots numbers thirty seven, thirty eight, thirty nine, nine, ten, eleven, forty two, forty three, forty four, forty five, forty six, forty seven,

rante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante-un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et deux, soixante et trois, soixante et quatre, soixante et cinq, soixante et six, soixante et sept, soixante et huit, soixante et neuf, soixante et dix, soixante et onze, soixante et douze, soixante et treize, soixante et quatorze, soixante et quinze, soixante et seize, soixante et dix-sept, soixante et dix-huit, soixante et dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize et quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro six cent cinquante-huit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, comté de Berthier.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Joseph-de-Lanoraie, MARDI, le VINGT-SEPT JANVIER, mil neuf cent vingt, à MIDI.
Bureau du shérif.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Joliette, 22 décembre 1919. 13—1-2
[Première publication, 3 janvier 1920].

forty eight, forty nine, fifty, fifty one, fifty two, fifty three, fifty four, fifty five, fifty six, fifty seven, fifty eight, fifty nine, sixty, sixty one, sixty two, sixty three, sixty four, sixty five, sixty six, sixty seven, sixty eight, sixty nine, seventy, seventy one, seventy two, seventy three, seventy four, seventy five, seventy six, seventy seven, seventy eight, seventy nine, eighty, eighty one, eighty two, eighty three, eighty four, eighty five, eighty six, eighty seven, eighty eight, eighty nine, ninety, ninety one, ninety two, ninety three, ninety four, ninety five, ninety six and ninety seven of the subdivision of original lot number six hundred and fifty eight on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph-de-Lanoraie, county of Berthier.

To be sold at the church door of Saint-Joseph-de-Lanoraie, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH JANUARY, one thousand nine hundred and twenty, at TWELVE o'clock noon.
Sheriff's office.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Joliette, 23rd December, 1919. 14—1-2
[First publication, 3rd January, 1920].

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—Beauce.

Montmagny, à savoir : } JOSEPH LACHAN-
No 4302. } CE, marchand,
de Daaquam Station, district de Montmagny,
demandeur ; vs NAPOLEON LEJEUNE, culti-
vateur, de Saint-Fabien-de-Panet, district de
Montmagny, défendeur, savoir :

Les lots numéros sept et huit (7 et 8) du cadastre officiel du canton de Panet, dans le troisième rang du dit canton Panet—avec une maison et grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet, comté de Montmagny, MARDI, le DIXIEME jour de FEVRIER 1920, à NEUF heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le député shérif,

WENCESLAS NICOLE.

Montmagny, 24 décembre 1919. 11—1-2
[Première publication, 3 janvier 1920].
[Deuxième publication le 17 janvier 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Beauce.

Montmagny, to wit : } JOSEPH LACHANCE,
No. 4302. } merchant, of Daa-
quam Station, district of Montmagny, plaintiff ;
vs NAPOLEON LEJEUNE, farmer, of Saint-
Fabien-de-Panet, district of Montmagny, defend-
ant, to wit :

The lots number seven and eight (7 and 8) of the official cadastre of the township of Panet, in the third range of said township of Panet—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Fabien-de-Panet, county of Montmagny, on TUESDAY, the TENTH day of FEBRUARY, 1920, at NINE o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

WENCESLAS NICOLE,

Deputy sheriff.

Montmagny, 24th December, 1919. 12—1-2
[First publication, 3rd January, 1920].
[Second publication, 17th January, 1920].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITÉ DE VER-
No 5169. } DUN, corporation
légalement constituée, ayant son siège social
en la cité de Verdun, district de Montréal, deman-
deresse ; vs JAMES HALL, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le numéro vingt de la subdivision du numéro officiel 4677 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Egan, à Verdun.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF VER-
No. 5169. } DUN, a legally con-
stituted corporation having its head office in
the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff ;
vs JAMES HALL, defendant.

An emplacement situate in the city of Verdun, known and designated as being the subdivision number twenty of official number 4677, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Egan street, at Verdun.

To be sold, at my office, in the city of Montreal.

Montréal, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 décembre 1919.

Le shérif,

45—1-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 3 janvier 1920.]

PIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME WILHELMINA DORVAL, épouse maintenant séparée de corps et de biens de L. Joseph Conroy, par jugement de cette honorable Cour, rendu le 9 juin 1916, demanderesse ; vs LAWRENCE JOSEPH CONROY, défendeur.

La moitié indivise d'un lot de terre situé à Montréal, connu et désigné comme étant le lot officiel numéro 943 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la division d'enregistrement de Montréal-Ouest—avec la bâtisse dessus construite sur la rue Centre, dans la cité de Montréal; ladite bâtisse consistant en une boutique et une résidence connues sous le No civique 291 de ladite rue Centre, dans la cité de Montréal, avec tous les droits, dépendances, servitudes, etc., se rattachant audit lot.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, le 10 décembre 1919.

Le shérif

4771—50-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 13 décembre 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J.-ARTHUR GUERTIN, demandeur ; vs EUCLIDE LEGAULT, défendeur.

Un certain lot de terre ou emplacement en la cité de Montréal connu et désigné sous le numéro officiel 295 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet ; borné comme suit : en front par le boulevard Gouin, en arrière par la rivières des Prairies et sur les deux côtés par l'emplacement de M. Gordien Menard ou de ses représentants—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 10 décembre 1919.

Le shérif,

4773—50-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 13 décembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE ROY, veuve de feu JOSEPH JOLIN, en son vivant charpentier, de la ville de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, en sa qualité de tutrice à son enfant mineur, Napoléon Jolin, demanderesse ; vs ARTHUR LEMIEUX, des cité et district de Montréal, et ALDEI LEMIEUX, autrefois du même endroit et maintenant de lieux inconnus, ci-devant faisant affaires ensemble et en société comme charretiers, défendeurs.

Comme appartenant à Arthur Lemieux, l'un des défendeurs :

Deux lots de terre dans la cité de Montréal, connus sous les numéros 572 et 573 de la subdivision du lot numéro 3617 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse

on the SIXTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 30th December, 1919.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

46—1-2

[First publication, 3rd January, 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME WILHELMINA DORVAL, wife now separate from bed and board from L. Joseph Conroy, according to judgment of this Honourable Court on the 9th of June, 1916, plaintiff ; vs LAWRENCE JOSEPH CONROY, defendant.

The undivided half of a lot of land situated in Montreal and known and designated as lot official number 943 of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the registration division of Montreal-West—together with the building thereon erected on Centre street, in the city of Montreal; said building consisting of a shop and dwelling and known as civic No. 291 of the said Centre street, in the city of Montreal, with all rights and appurtenances, servitudes, &c., belonging to the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 10th December, 1919.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

4772—50-2

[First publication, 13th December, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J. ARTHUR GUERTIN, plaintiff ; vs EUCLIDE LEGAULT, defendant.

That certain lot of land or emplacement lying in the city of Montreal known and designated under the official number 295 on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet ; bounded in front by Gouin boulevard, in rear by the river des Prairies and on both sides by the emplacement of Mr. Gordien Menard or his representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 10th December, 1919.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

4774—50-2

[First publication, 13th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE ROY, wife of the late Joseph Jolin, in his lifetime, carpenter, of the town of Valleyfield, in the district of Beauharnois, in her quality of tutrix to her minor child, Napoléon Jolin, plaintiff ; vs ARTHUR LEMIEUX, of the city and district of Montreal, and ALDEI LEMIEUX, formerly of the same place and now of parts unknown, heretofore carrying on business together and in partnership as carters, defendants.

As belonging to Arthur Lemieux, one of the defendants :

Two lots of land in the city of Montreal, known under the numbers 572 and 573 of the subdivision of the lot number 3617 on the official plan and book of reference of the municipality

de Montréal, mesurant chacun vingt-cinq (25) pieds de largeur par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur et ayant une superficie de deux mille deux cent cinquante (2,250) pieds, mesure anglaise, et ayant front sur la rue d'Aragon—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Montréal, 10 décembre 1919.

Le shérif,

4775—50-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 13 décembre 1919.]

of the parish of Montreal, each measuring twenty five (25) feet in width by ninety (90) feet in depth and having an area of two thousand two hundred and fifty (2,250) feet, English measurement, and fronting on Aragon street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Montreal, 10th December, 1919.

L. J. LEMIEUX,

4776—50-2 Sheriff.

[First publication, 13th December, 1919.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } LA CORPORATION
No 6389. } DE LA VILLE DE
SAINT-GERMAIN - DE - RIMOUSKI ; vs
AMELA RINGUET ET AL, savoir :

Un terrain mesurant environ 60 pieds de front sur 100 de profondeur ; borné au nord à la rue Saint-Germain, à l'est à Jules Brillant, au sud à Dme Chs Lepage, à l'ouest à Geo. Morin, étant le lot No quatre-vingt-deux et partie du lot No quatre-vingt-un au cadastre officiel de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski—avec les bâtisses sus-construites, à charge de la rente foncière.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le QUATORZIEME jour de JANVIER 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Rimouski, 10 décembre 1919.

Le shérif,

4777—50-2 CHS D'ANJOU.

[Première publication, 13 décembre 1919].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } THE CORPORATION
No. 6389 } OF THE TOWN
OF SAINT-GERMAIN-DE-RIMOUSKI ; vs
AMELA RINGUET ET AL, to wit :

A piece of land measuring about 60 feet in front by 100 feet in depth ; bounded on the north by Saint-Germain street, on the east by Jules Brillant, on the south by Dame Chs Lepage, and on the west by Geo. Morin, being the lot number eighty two and part of the lot number eighty one of the official cadastre of the town of Saint-Germain-de-Rimouski—with the buildings thereon erected, subject to an annual ground rent.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Rimouski, 10th December, 1919.

CHS D'ANJOU,

4778—50-2 Sheriff.

[First publication, 13th December, 1919].

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JEFFREY - ALEX-
No 26. } ANDRE ROUS-
SEAU, demandeur ; vs ALPHONSE BARI-
BEAU ET AL, défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur, Alphonse Baribeau, savoir :

1. La moitié côté nord du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton Hunterstown, sous le numéro trois cent trente et un—avec les bâtisses dessus construites ; à distraire cependant dudit lot de terre un emplacement actuellement occupé par Siméon Lambert, contenant environ un arpent de terre en superficie et borné comme suit : en front au chemin de front, en arrière à un ruisseau, d'un côté à Joseph Lacoursière et de l'autre côté au résidu dudit numéro—avec les bâtisses y érigées ;

2. Un lopin de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton Hunterstown, comme faisant partie du lot numéro trois cent trente-deux (P. No 332), contenant environ trois-quarts d'arpent en super-

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JEFFREY ALEXAN-
No. 26. } DRE ROUSSEAU,
plaintiff ; vs ALPHONSE BARIBEAU ET AL,
defendants.

As belonging to said defendant, Alphonse Baribeau, to wit :

1. The half north side of the lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the township of Hunterstown, under the number three hundred and thirty one—with the buildings thereon erected ; to be deducted however from said lot of land an emplacement presently occupied by Siméon Lambert, containing about one arpent of land in superficies and bounded as follows : in front by the front road, in rear by a brook, on one side by Joseph Lacoursière and on the other side by the residue of said number—with the buildings thereon erected ;

2. A parcel of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the township of Hunterstown, as forming part of the lot number three hundred and thirty two (Pt. No. 332), containing about three quarters of one arpent

ficie et tel que renfermé dans les bornes suivantes: à un bout à la rivière du Loup, à l'autre bout au chemin de la concession, tenant d'un côté, vers le nord, au terrain de Majorique Gendron ou représentants, et de l'autre côté au terrain plus haut décrit—avec les bâtisses y existantes, le pouvoir d'eau, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, dans le comté de Maskinongé, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain 1920, à DIX heures du matin. Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 29 décembre 1919.

Le shérif,

47—1—2 CHAS DUMOULIN.
[Première publication, 3 janvier 1919].

in superficies and as enclosed within the following boundaries: at one end the river Du Loup, at the other end the concession road, on one side, towards the north, the land of Majorique Gendron or representatives and on the other side the land above described—with the buildings thereon, the water power, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexis-des-Monts, in the county of Maskinongé, on the FOURTH day of FEBRUARY next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

Three Rivers, 29th December, 1919.

CHAS DUMOULIN,

48—1—2 Sheriff.
[First publication, 3rd January, 1920.]

Lettres patentes

" La Compagnie Swastika, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1919, constituant en corporation Joseph-Arthur Champoux, agent financier, de la ville de Montréal-Nord; Ernest Forest, notaire, de la paroisse de l'Épiphanie, comté de l'Assomption; Joseph-Wilfrid Champoux, télégraphiste; Ilda Caisse, notaire; et Norbert-Alfred Dumontet, étudiant en loi, tous trois de Montréal, dans les buts suivants;

Acquérir, par achat, louage, échange ou autrement tous immeubles, terrains et terres que la compagnie trouvera nécessaires pour les fins de son entreprise; posséder ces immeubles et les développer, les cultiver ou les louer, faire sur icieux tous travaux et améliorations, nécessaires ou autres, que la compagnie trouvera convenable et spécialement faire subdiviser par lots à bâtir les terres que la compagnie acquerra, les faire arpenter, faire faire sur icelles des rues, ruelles, routes, ponts ou autres voies de communications internes, voir à l'entretien de ces rues, chemins et ponts, faire construire et ériger sur la totalité ou partie des biens fonds ou terrains de la compagnie des maisons, moulins, usines, manufactures et toutes autres constructions qu'il plaira à la dite compagnie, réparer et entretenir en bon état cesdites constructions ou les démolir si mieux semble à la compagnie;

Acquérir tous jugements, créances hypothécaires ou autres et toutes servitudes actives qu'il plaira à la compagnie et consentir sur ses immeubles toutes servitudes passives. Vendre par promesse de vente ou autrement, louer, échanger, céder ou autrement aliéner, en bloc ou séparément, les immeubles, terrains et terres dont la compagnie sera en tout temps propriétaire, et aux personnes, prix, charges et conditions qu'il plaira à ladite compagnie, accepter en paiement total ou partiel du prix de vente desdits immeubles soit des actions, débetures, obligations de toutes autres compagnies ou corporations municipales, soit du numéraire ou toutes autres valeurs. Émettre, transporter, céder et répartir des actions acquittées et non sujettes à appel ainsi que des débetures et obligations de la présente compagnie en paiement total ou partiel des propriétés mobilières ou immobilières, ainsi que des droits, franchises, privilèges, licences ou concessions que la compagnie pourra légalement acquérir. En émettre, transporter, céder et répartir

Letters patent

" La Compagnie Swastika, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1919, incorporating Joseph-Arthur Champoux, financial agent, of the town of Montreal North; Ernest Forest, notary, of the parish of l'Épiphanie, county of Assomption; Joseph-Wilfrid Champoux, telegrapher; Ilda Caisse, notary; and Norbert-Alfred Dumontet, law student, all three of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise any immoveables, lots and lands that the company may find necessary for the purposes of its undertaking; to hold the said immoveables and develop, cultivate or lease same; to make or carry out thereon any work and improvements necessary or otherwise that the company may find suitable and especially have subdivided into building lots the lands that the company may acquire, have same surveyed and make thereon streets, lanes, roads, bridges or other means of internal communication, provided for the maintenance of such streets, roads and bridges, have constructed and erected upon the whole or part of the real estate or lands of the company houses, mills, workshops, factories and any other structures that it may please the said company, repair and maintain in good order such said structures or demolish same if the company so deem fit;

To acquire any judgments, hypothecary claims or other and any active servitudes that it may please the company and grant any passive servitudes on its immoveables;

To sell by promise of sale or otherwise, lease, exchange, convey or otherwise alienate in block or separately the immoveables, lots and lands which the company may at any time be the owner of and to persons at and under the prices, charges and conditions that it may please the said company, accept in whole or part payment of the sale price for the said immoveables either the shares, debentures, bonds of any other companies or municipal corporations, or cash or any other securities. To issue, transfer, convey and allot fully paid up non assessable shares and debentures and bonds of the present company in whole or partial payment for the moveable or immovable property and the rights, franchises, privileges, licenses or concessions that the company may legally acquire, and issue, transfer, convey and allot same in settlement for any

en règlement de toute obligation et de toute dette que contractera la présente compagnie, de même qu'en paiement total ou partiel des services rendus à ladite compagnie dans son organisation, sa formation, sa promotion ou autrement, comme aussi en échange d'actions, obligations, débentures de toute compagnie incorporée pour des fins semblables ou similaires aux affaires de la présente compagnie. Faire des avances au moyens de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou aux locataires de toute partie des immeubles de la compagnie, aider par avances de deniers ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et de tous autres travaux et améliorations propres à rendre plus accessibles les immeubles de la compagnie et à en augmenter la valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, nantissements, liens et charges pour garantir et le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie et le remboursement des avances de deniers faites par elle pour fins de construction ou autres tel que dit plus haut ainsi que pour garantir généralement le paiement de toute somme due à ladite compagnie ;

Transporter avec ou sans garantie et avec ou sans subrogation toute somme qui sera due en tout temps à la compagnie ;

Placer et appliquer les fonds disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière que décideront les directeurs de ladite compagnie. Garantir le paiement des obligations et débentures émises et cédées par la compagnie ;

Exercer sous toutes ses formes la profession d'agent et courtier en immeuble. En conséquence s'entremettre en cette qualité pour l'achat, la vente, l'administration et la location de toutes propriétés mobilières et immobilières, et la négociation des prêts, le tout à commission ou pour toute autre rémunération ;

Acheter, vendre à commission ou autrement des bons, obligations et débentures de toute compagnie et de toute corporation municipale, scolaire ou autre. Exercer la profession d'agent d'assurance contre l'incendie et ainsi que celle de constructeurs et d'entrepreneurs généraux ;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et donner en garantie de ces emprunts des hypothèques sur tous ou partie des immeubles de la compagnie. Souscrire, acheter ou autrement acquérir des actions, débentures et obligations ou valeurs de toute autre compagnie incorporée, accepter cesdites actions en paiement total ou partiel de toutes sommes dues à la compagnie, ainsi qu'en paiement total ou partiel de la vente, louage ou autre aliénation que pourra faire la compagnie des droits, franchises et obligations qu'elle détiendra en tout temps. Se fusionner avec toute autre compagnie incorporée pour des fins semblables à celles de la présente compagnie. Diviser entre les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement tous les biens de la compagnie et spécialement les actions, débentures et autres valeurs appartenant à ladite compagnie et dont elle pourra disposer ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs propres à atteindre les fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée et nécessaires à l'accomplissement de toutes les choses que la compagnie est autorisée de faire, sous le nom de "La Compagnie Swastika, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

obligation and debt that the present company may contract and also in whole or partial payment for services rendered to the said company in its organization, formation, promotion or otherwise and also in exchange for the shares, bonds, debentures of any company incorporated for purposes like or similar to the business of the present company. To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to the purchasers or lessees of any part of the immoveables of the company, assist by advances of money or otherwise in the construction and maintenance of the roads, streets, waterworks, sewers and any other works and improvements suitable for rendering the immoveables of the company more accessible and increasing their value ;

To take and hold mortgages, pledges, liens and charges to guarantee both the payment of the purchase price of any property sold by the company and the repayment of the advances of money made by it for construction or other purposes as aforesaid and also to generally guarantee the payment of any sum due to the said company ;

To transfer with or without security and with or without subrogation any sum that may be at any time due to the company ;

To invest and apply the available funds of the company in the securities and in the manner that the directors of the said company may decide. To guarantee the payment of the bonds and debentures issued and assigned by the company ;

To carry on under all its forms the occupation of a real estate agent and broker. Therefore to intervene in such capacity for the purchase, sale, administration and letting of any moveable and immoveable property and the negotiation of loans, the whole on commission or for any other remuneration ;

To purchase, sell on commission or otherwise bonds and debentures of any company and any municipal, school or other corporation. To exercise the occupation of a fire insurance agent and also that of general contractors and builders ;

To borrow money upon the credit of the company and give as security for such loans mortgages on the whole or part of the immoveables of the company. To subscribe for, purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or securities of any other incorporated company, accept such said shares in full or partial payment for any sums due to the company and also in full or partial payment for the sale, lease or other alienation that the company may make of the rights, franchises and bonds that it may at any time hold. To amalgamate with any other company incorporated for similar purposes to those of this company. To divide among the shareholders of the company in kind or otherwise any property of the company and especially the shares, debentures and other securities belonging to the said company and which it may dispose of ;

To do all the acts and exercise all the powers suitable in attaining the purposes for which the present company is incorporated and necessary for the accomplishment of any of the things that the company is authorized to do, under the name of "La Compagnie Swastika, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
23—1-2 C.-J. SIMARD.

" Canada Lumber & Box Company ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de décembre 1919, constituant en corporation Lendes J. Conway, Henry Ross Van, Robert Fred Seale, commerçants de bois; Gerard Garneau, militaire, Québec; Noel Belleau, avocat, Lévis; Louis Bolduc, commerçant de bois, Lac Mégantic, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce en gros et en détail de boîtes de bois et tous autres effets et marchandises de bois;

Construire, acquérir de quelque manière que ce soit des moulins et usines pour la fabrication de boîtes de bois, d'articles de bois de toutes espèces, de bois du pulpe, de charpente, de construction; acquérir à quelque titre que ce soit toutes autres industries, manufactures et tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, et ce, aux termes, pris et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, débiteures et autres valeurs de la Cie, toute telle acquisition;

Acquérir, de quelque manière que ce soit, des brevets d'invention, droits brevetés, procédés, droits de reproduction, marques de commerce, et desseins d'industrie, nécessaires et utiles à la réalisation du but de la compagnie, les utiliser, vendre, et en disposer de quelque manière que ce soit;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir des limites à bois soit sous licence ou autrement, de les exploiter et de faire tous les ouvrages nécessaires pour leur exploitation;

Faire toutes les opérations et affaires qui peuvent être nécessaires au parfait accomplissement des objets de la présente compagnie, sous le nom de "Canada Lumber & Box Company", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
25—1-2 C.-J. SIMARD.

" La Publicité Régionale, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de décembre 1919, constituant en corporation Hector Authiers, Donat Fortin, fonctionnaires; J.-E. Mercure, J.-O. Germain, agents; J.-H. Paré et Léon Dussault, avocats, tous résidant à Amos, P. Q., dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'imprimeurs et d'éditeurs; publier des journaux et des périodiques et faire des travaux d'impression de toute sorte;

Acquérir la propriété exclusive des ouvrages littéraires;

Construire des établissements et acquérir à

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
24—1-2 Assistant Provincial Secretary.

" Canada Lumber & Box Company ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating Lendes J. Conway, Henry Ross Van, Robert Fred Seale, lumber merchants; Gerard Garneau, militiaman, Quebec; Noel Belleau, advocate, Levis, Louis Bolduc, lumber merchant, Lake Mégantic, for the following purposes:

To fabricate, manufacture and deal, wholesale and retail, in wood boxes and any other wooden articles and wares;

To construct, acquire in any manner whatever, mills and shops for manufacturing wood boxes, wooden wares of every kind, pulp wood, timber and lumber; to acquire under any title whatever any other businesses, manufactories and any other trades identical to those which the present company intends to carry on and that, upon such terms and conditions and at such prices as may be deemed fit and to pay with paid up shares, debentures and other securities of the company for any such acquisitions;

To acquire in any manner whatever patents, patent rights, processes, rights or reproducing, trade marks, and industrial designs necessary and suitable for the attainment of the company's purposes, utilize, sell and dispose of same in any manner whatever;

To amalgamate with any other company with objects similar to those of the present company;

To buy, lease or otherwise acquire timber limites either under license or otherwise, exploit same and do all necessary works for their exploitation;

To carry on all operations and business which may be deemed necessary for the proper attainment of the objects of the present company, under the name of "Canada Lumber & Box Company" with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
26—1-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Publicité Régionale, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating Hector Authiers, Donat Fortin, fonctionnaires; J.-E. Mercure, J.-O. Germain, agents; J.-H. Paré and Léon Dussault, advocates, all residing at Amos, P. Q., for the following purposes.

To carry on the business of printers and editors; to publish newspapers and periodicals and do printing works of all kinds;

Acquire the exclusive property of literary works;

To construct plants and to acquire under any

quelque titre que ce soit des établissements, des ateliers, des machines à composer et à imprimer et tout l'outillage nécessaire pour faire des impressions et de la reliure ;

Employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif ou de l'achalandage de toute société ou personne exerçant une industrie ou un négoce quelconque ; Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de propriétés mobilières et immobilières ;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants ;

Emprunter sur le crédit de la compagnie ; Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

Faire le commerce de librairie et de papeterie sous toutes ses formes ;

Faire ces diverses opérations comme principal ou comme agent, sous le nom de "La Publicité Régionale, limitée", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Amos, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
31-1-2 C.-J. SIMARD.

" La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de décembre 1919, constituant en corporation Herman Dombrowski, Ulric Dombrowski, marchands ; Thomas Roy, mécanicien, Québec ; Adolphe Dombrowski, marchand ; Théodore Dombrowski, commis, Loretteville, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement tenir, prendre à loyer, vendre ou autrement faire le commerce de terres à bois, limites à bois, bois debout, pouvoirs d'eau avec emplacements pour moulins et autres propriétés immobilières en général ;

Acheter, vendre et faire le commerce de bois de tous genres et trafiquer et fabriquer du bois scié dans toutes ses lignes ;

Eriger, acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à planer et à scier, moulin à pulpe et à papier, et faire en général tout commerce similaire y ayant rapport ;

Fabriquer des portes, châssis, auvents et en général tous les accessoires et décorations de maisons, meubles de tous genres, manufacturer tous articles ou marchandises en bois, papier ou pulpe ;

Construire, posséder, fréter et naviguer des barges, vaisseaux et bateaux à vapeur, et en général faire le commerce de transport et d'expédition pour les fins de la compagnie seulement ;

Construire ou aider ou prendre part dans la construction, l'entretien ou amélioration de chemins, écluses, dock, jetées, quais, ponts ou autres travaux qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie ;

Produire, développer et exploiter tels pouvoirs

title whatever plants, shops, composing and printing machines and all equipment necessary for printing and bookbinding ;

To apply the whole or part of the funds of the company to the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any firm or person carrying on any business or trade whatever ;

To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of moveable and immoveable property ;

To pay for all services rendered to the company or required by it, or for any acquisitions of the company with paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cost ;

To borrow upon the credit of the company ;

To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveables of the company or give both the above kind of guarantees to secure the payment of any money borrowed for the purposes of the company ;

To carry on the business of book-sellers and stationers in all their branches ;

To do all the above operations as principal or agent, under the name of "La Publicité Régionale limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Amos, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
32-1-2 Assistant Provincial Secretary

" La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty second day of December, 1919, incorporating Herman Dombrowski, Ulric Dombrowski, merchants ; Thomas Roy, mechanic, Québec ; Adolphe Dombrowski, merchant ; Théodore Dombrowski, clerk, Loretteville, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise hold, rent, sell or otherwise deal in timber lands, timber limits, standing timber, water powers with mill sites and other immoveable property in general ;

To purchase, sell and deal in every kind of wood and trade in and manufacture sawn lumber of every kind ;

To erect, acquire, hold and operate planing mills and saw mills, pulp and paper mills, and generally carry on any similar business connected therewith ;

To manufacture doors, sashes, awnings and generally any house accessories and decorations, furniture of every kind, and make any articles or merchandise in wood, paper or pulp ;

To construct, hold, charter and operate barges, steam boats and vessels and generally carry on the transportation and shipping business for the purposes of the company only ;

To construct or aid or take part in the building, maintenance or improvement of roads, dams, docks, piers, wharves, bridges or other works that may be necessary or useful for the purposes of the company ;

To produce, develop and exploit such electric

électriques et autres nécessaires ou utiles aux besoins de la compagnie ;

Acheter, prendre à loyer ou autrement disposer de tous brevets, inventions et marques de commerce se rapportant ou s'appliquant aux fins de la compagnie ;

Entreprendre, avec des intérêts communs ou faire tous autres arrangements pour le partage des bénéfices ou autrement avec toute personne faisant un commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée à faire ;

Acquérir par achat, par bail ou autrement, et prendre (comme une seule entreprise) la propriété ou le commerce de toute personne semblable à celui pour lequel demande de lettres patentes est ici faite, et émettre des actions payées ou débetures pour le paiement desdites actions en tout ou en partie ;

Généralement faire toutes choses et posséder tous les droits nécessaires aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et en rapport avec les lois de la province, sous le nom de "La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

41-1-2

C.-J. SIMARD.

" R.-K. Mahlouf, Fils & Compagnie, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de décembre 1919, constituant en corporation Denis-Joseph-Alfred Guilbault, courtier en assurances, de la ville d'Outremont ; Louis-Alfred-Sicotte Labelle et Joseph-Herman Archambault, avocats, tous deux de la ville de Westmount ; Marie-Claire-Azilda Marier, sténographe et Joseph-Adolphe-Léon Lafrance, comptable, de la ville de Montréal, dans le district de Montréal, dans les buts suivants :

Tenir magasin en gros et en détail pour la vente de toutes marchandises en général et en particulier de tous produits d'épicerie, produits alimentaires, huiles d'olives, etc., et autres produits de ce genre et avoir à cet effet des succursales ;

Fabriquer, manufacturer, confectionner toutes espèces d'articles de commerce, que la compagnie jugera de nature à pouvoir être avantageuses en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie et nécessaire à la compagnie pour lui permettre de conduire son entreprise avec profit ;

Faire le commerce pour la vente et achat desdites marchandises en gros et en détail, sur échantillons ou catalogues et, à cette fin, distribuer ces catalogues et échantillons à ses agents et à ses clients ;

Faire le commerce comme agent d'importation ou d'exportation en général ;

Acheter, vendre, importer, exporter ou manufacturer toutes marchandises quelconques et conduire un commerce, comme principal, agent, courtier, marchand à commission, agent financier, courtier de douane ou d'entrepôt, agent expéditeur ou receveur pour quelques marchandises ou produits que ce soit et en particulier de tous produits d'épicerie, produits alimentaires, huiles d'olive, etc., et autres produits de ce genre ;

Acheter ou autrement acquérir tout ou partie des

and other powers necessary or useful for the needs of the company ;

To purchase, rent or otherwise dispose of any patents of invention and trade marks applying or relating to the purposes of the company ;

To undertake with common interests or make any other arrangements for the sharing or profits or otherwise with any person carrying on a similar business to that which the company is authorized to carry on ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and take (as a sole undertaking) the property or business of any person similar to that for which application for letters patent is here made, and issue paid up shares or debentures for the payment of the said shares in whole or in part ;

To generally do all and everything and hold any rights necessary to the objects for which the company is incorporated and with regard to the laws of the Province, under the name of "La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

42-1-2

Assistant Provincial Secretary.

" R.-K. Mahlouf, Fils & Compagnie, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating Denis-Joseph-Alfred Guilbault, insurance broker, of the city of Outremont ; Louis-Alfred Sicotte Labelle and Joseph-Herman Archambault, advocates, both of the city of Westmount ; Marie-Claire-Azilda Marier, stenographer ; and Joseph Adolphe-Léon Lafrance, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes.

To keep a wholesale and retail store for the sale of general merchandise and particularly groceries, foodstuffs, olive oil, etc., and other like products and to that effect establish branch stores ;

To fabricate, manufacture, make all kinds of articles of trade which may appear advantageous to the company in connection with its business or objects and necessary to the company to enable it to profitably carry on its undertaking ;

To deal, buy and sell the said goods, wholesale and retail, on samples or catalogues and to that effect, to distribute catalogues and samples to its agents and customers ;

To carry on the business of general importers and exporters ;

To buy, sell, import, export or manufacture all goods whatever and to do business as principal, agent, broker, commission merchant, financial agent, custom broker or warehouse broker, shipping agent or receiver for all merchandise or products whatever and in particular for groceries, foodstuffs, olive oil, etc., and other like products ;

To buy or otherwise acquire the whole or part

biens, actif, privilèges, contrats, droits, obligations ou actions de toute personne ou compagnie faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à faire, ou possédant toute propriété commerciale pour les fins de ladite compagnie ou que ladite compagnie est par les présentes autorisée à acheter, louer ou autrement acquérir, et à payer lesdits privilèges, contrats, actions, achats, droits, etc., en parts, débetures ou autres garanties de cette compagnie

Emettre des parts du capital de ladite compagnie, en tout ou en partie, et les donner en paiement des services rendus ou à être rendus à la dite compagnie ;

Acquérir et posséder des propriétés pour les fins de commerce de ladite compagnie ; les vendre ou en disposer dans les meilleurs intérêts de la compagnie et en acheter d'autres en remplacement, suivant qu'il sera jugé à propos par ladite compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucune terre, constructions, servitudes ou propriété immobilière ou mobilière qui pourront être requises pour les fins de la compagnie ou qui pourront être avantageusement utilisées en rapport avec aucun de ces objets ; les vendre, en disposer de temps à autre comme la compagnie le jugera convenable ;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera de nature à pouvoir être avantageusement exercée en rapport avec les affaires objets de la compagnie et nécessaires à la compagnie pour lui permettre de conduire son entreprise avec profit ;

Demander, obtenir, enrégistrer, acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, posséder, employer, exploiter, introduire, vendre, céder, ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de fabrique, formules, secrets, procédés, marques de commerce et marques spéciales, de tous brevets, licences, découvertes, machines diverses, munitions, améliorations et procédés employés en rapport, ou garantie par des lettres patentes du Canada, ou autrement, que la compagnie jugera être, directement ou indirectement, avantageux pour aucun des objets de son entreprise et de les payer en espèces, actions libérées, obligations ou autres valeurs de la compagnie ;

Le droit, pour ladite compagnie, de demander licence pour la vente des liqueurs et être autorisée, après l'obtention de telle licence, à vendre telles liqueurs dans le cours ordinaire des affaires de ladite compagnie, sous le nom de "R.-K. Mahlouf, Fils & Compagnie, limitée", avec un capital social de seize mille piastres (\$16,000.00), divisé en cent soixante (160) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
43-2-1 C.-J. SIMARD.

of the property, assets, privileges, contracts, rights, bonds or shares of any person or company carrying on the same kind of business as the present company is authorized to carry on or possessed of commercial property for the purposes of said company or which the said company is hereby authorized to buy, lease or otherwise acquire and to pay for said privileges, contracts, shares, purchases, rights, etc., in shares, debentures or other securities of this company ;

To issue shares of the capital of said company in whole or in part, and give same in payment of services rendered or to be rendered to said company ;

To acquire and own properties for the purposes of said company ;

To sell or dispose of for the best interests of the company and to buy others to replace them as may be deemed proper by said company ;

To buy, take on lease or otherwise acquire any land, constructions, servitudes or property moveable or immoveable, which may be required for the purposes of the company or which may be advantageously utilized in connection with any of its objects ; sell and dispose of same from time to time as the company may think convenient

To carry on any business, manufacturing or otherwise, as the company may think capable of being advantageously carried on in connection with the business or objects of the company and necessary to the company to enable it to conduct profitable its undertaking ;

To apply for, obtain, register, buy, lease or otherwise acquire, hold, own employ, exploit, introduce, sell, assign or otherwise dispose of any or all trade marks, formulas, secrets, processes, trade and special marks, patents, licenses inventions, various machines, munitions, improvements and processes used in connection therewith or secured by letters patent of Canada or otherwise which may seem to the company capable of being directly or indirectly advantageous for any of the objects of its undertaking and to pay for same in cash, paid up shares, bonds or other securities of the company ;

The right, for said company, to apply for a license to sell liquor and to be authorized after obtaining such license to sell said liquors in the ordinary course of business of said company, under the name of "R.-K. Mahlouf, Fils & Compagnie, limitée", with a capital stock of sixteen thousand dollars (\$16,000.00), divided into one hundred and sixty (160) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
44-1-2 Assistant Provincial Secretary.

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné que le soussigné s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, aux fins d'obtenir une loi le constituant, lui et ceux qui se joindront à lui, en corporation pour entr'autres fins, les suivantes : Faire le commerce de toutes les valeurs négociables, acheter et vendre et autrement négocier des immeubles,

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that the undersigned shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, in order to obtain a special law incorporating him and those who shall join him for, amongst others, the following purposes : to deal in all negotiable securities, to acquire, sell and otherwise deal in immoveables, to act as insurance broker, admi-

agir comme courtier d'assurances, administrateur de successions ou de biens mobiliers, curateur aux biens, liquidateur, auditeur, tuteur, subrogé-tuteur, conseil judiciaire, gardien judiciaire, séquestre, exécuteur testamentaire, fiduciaire, et généralement agent ou mandataire de toute manière possible ; organiser toute compagnie financière, industrielle ou commerciale, en négocier les bons ou obligations et généralement, pour toutes autres fins se rattachant aux objets ci-dessus ou en découlant.

Montréal, 31 décembre 1919.

Le pétitionnaire,

59-1-4

J.-B. DESROCHERS.

nistrator of estates and of moveables or immoveables, curator to property, liquidator, auditor, tutor, subrogate tutor, judicial adviser, judicial guardian, sequestrator, testamentary executor, trustee, and generally as agent or mandatory in all possible manners ; to organize any financial industrial or commercial corporations, negotiate the bonds or debentures of such corporations and generally for all others purposes relating to or deriving from the above purposes.

Montreal, 31st December, 1919.

J. B. DESROCHERS,

60-1-4

Petitioner.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

DEPARTEMENT DES TERRES & FORETS

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

Québec, 29 décembre 1919.

Quebec, 29th December, 1919.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625, S. R. P. Q., 1919, des permis de couper les arbres détériorés par le feu seront offerts à l'enchère, au bureau de monsieur Guay, inspecteur du service forestier, à Amos, Abitibi, le 29 janvier 1920, une heure après l'arrivée du train venant de Québec ce matin-là, pour les territoires ci-après désignés :

In conformity with articles 1623, 1624 and 1625, R. S. P. Q., 1919, a permit to cut trees damaged by fire will be offered at public auction, at the office of Mr. Guay, inspector of the forest service, at Amos, Abitibi, on the 29th of January, 1920, one hour after the arrival of the train coming from Quebec on that day, for the following territories :

Canton de Barraute

Township of Barraute

Lots 1 à 8 inclusivement, rangs 4 et 5.

Lots 1 to 8 inclusively, ranges 4 & 5.

Canton de Landrienne

Township of Landrienne

Lots 55 à 62 inclusivement, rangs 4 et 5 ;
Lots 53 à 57 inclusivement, rangs 8 et 9 ;
Lots 1 à 9 inclusivement, rang 10.

Lots 55 to 62 inclusively, ranges 4 & 5 ;
Lots 53 to 57 inclusively, ranges 8 & 9 ;
Lots 1 to 9 inclusively, range 10.

Canton de Duvernay

Township of Duvernay

Lots 1 à 7 inclusivement, rang 1.

Lots 1 to 7 inclusively, range 1.

Canton de Figuery

Township of Figuery

Lots 63 et 64, rang X.

Lots 63 & 64, range X.

Canton de Dalquier

Township of Dalquier

Lots 59 à 62 inclusivement, rang 1.

Lots 59 to 62 inclusively, range 1.

Canton de Trecesson

Township of Trecesson

Lots 32 à 50 inclusivement, rang 1.

Lots 32 to 50 inclusively, range 1.

Canton de Villemontel

Township of Villemontel

Lots 30 à 50 inclusivement, rangs 9 et 10.

Lots 30 to 50 inclusively, ranges 9 and 10.

Canton de Lamotte (Bloc A)

Township of Lamotte (Block A)

Lots 53 à 64 inclusivement, rang 4 ;
Lots 46 à 64 inclusivement, rang 5 ;
Lots 57 à 64 inclusivement, rang 6.

Lots 53 to 64 inclusively, range 4 ;
Lots 46 to 64 inclusively, range 5 ;
Lots 57 to 64 inclusively, range 6.

Canton de Lamotte (Bloc B)

Township of Lamothe (Block B)

Lots 5 à 23 inclusivement, rang 5 ;
Lots 1 à 23 inclusivement, rang 6.

Lots 5 to 23 inclusively, range 5 ;
Lots 1 to 23 inclusively, range 6.

Canton de Launay

Township of Launay

Lots 1 à 32 inclusivement, rang 1.

Lots 1 to 32 inclusively, range 1.

Canton de Lacorne

Township of Lacorne

Lots 7 à 62 inclusivement, rangs 1, 2 et 3.

Lots 7 to 62 inclusively, range 1, 2 & 3.

Les conditions de l'affermage seront les suivantes :

The conditions of the lease are as follows :

1. L'enchère portera sur un montant additionnel à payer en sus du droit de coupe ordinaire qui est maintenant de \$1.60 les mille pieds m. p. pour l'épinette, le sapin, le pin gris ou le cyprès, le bouleau, le tremble et le peuplier, la pruche, etc., suivant les règlements adoptés le 12 juin 1918, par lieutenant-gouverneur en conseil ;

1. The auction will bear on an additional amount to pay above the ordinary stumpage due which is now \$1.60 per 1,000 feet b. m., for spruce, balsam-fir, jack-pine, white-birch, aspen and poplar, etc., as enacted by the order in council of 12th June, 1918 ;

2. Une somme de \$100.00 par mille carré sera payée comptant, comme garantie de l'exploitation et du paiement des droits. Elle sera remboursée à l'expiration du permis, si le concessionnaire s'est conformé aux lois et règlements des Bois et Forêts ;

2. An amount of \$100.00 per square mile must be paid cash as a guarantee of lumbering and of the payment of the stumpage dues. This guarantee will be reimbursed at the expiration of the permit, if the permit holder has complied with the laws and regulations of the Woods and Forests branch ;

3. La durée du permis est de 3 ans ;

3. The duration of the permit is limited to three years ;

4. L'adjudicataire devra payer comptant en sus de la garantie susdite, un montant de \$19.50 par mille carré représentant la rente foncière dudit terrain pour les trois ans ;

4. The permit holder must pay cash, in addition to the guarantee, an amount of \$19.50 per square mile for the ground rent of the territory, thus leased during three years ;

5. Le permis sera sujet, sous peine d'annulation, aux lois et règlements des Bois et Forêts.

5. The permit will be subject, under pain of forfeiture, to the timber laws and regulations.

Le sous-ministre des Terres et Forêts,

The deputy-minister of lands and forests,

57-1-4 ELZ.-MIVILLE DECHENE.

58-1-4 ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Faillite—avis de

Notice of Bankruptcy

Province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Avis est par le présent donné que Joseph-A. Roy, de Leeds Station, marchand général, a, le 27^{ème} jour de décembre 1919, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

Notice is hereby given that Joseph-A. Roy, of Leeds Station, general merchant, has, on the 27th day of December, 1919, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Beauce, according to law.

Le gardien provisoire,
J.-P.-E. GAGNON.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Bureau : 44 rue Dalhousie,
Bâtisse "Canada Steamship Lines, Ltd."
Québec, le 31 décembre 1919. 61

Office : 44 Dalhousie street,
"Canada Steamship Lines, Ltd.", building.
Quebec, 31st December, 1919. 62

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1.

Index of the Quebec Official Gazette, No 1.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bélanger vs Caron.....	19
" Bessette vs Lapalme.....	19
" Campeau vs Charlebois.....	19
" Charbonneau vs Marsan.....	18
" Poulin vs Bolduc.....	19
" Richard vs Désilets.....	18
" Taillefer vs Bertrand.....	18

Dme Bélanger vs Caron.....	19
" Bessette vs Lapalme.....	19
" Campeau vs Charlebois.....	19
" Charbonneau vs Marsan.....	18
" Poulin vs Bolduc.....	19
" Richard vs Désilets.....	18
" Taillefer vs Bertrand.....	18

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :

McKeown vs Fitzgerald.....	19
----------------------------	----

McKeown vs Fitzgerald.....	19
----------------------------	----

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1

ASSEMBLÉE :—

MEETING :—

Canada Gulf Terminal Railway Coy.....	20
---------------------------------------	----

Canada Gulf Terminal Railway Coy.....	20
---------------------------------------	----

AVIS IMPORTANT :—	1	IMPORTANT NOTICE :—	1
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES :—	
Session Cour du Banc du Roi.....	20	Session of the Court of King's Bench (Crown side).....	20
The Stephens Estate Realities, Ltd.....	20	The Stephens Estate Realities, Ltd.....	20
Vail Neighborhood Cemetery Coy.....	20	Vail Neighborhood Cemetery Coy.....	20
COMPAGNIES AUTORISÉS A FAIRE DES AFFAIRES :		COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—	
Canadian Taximeters, Ltd.....	21	Canadian Taximeters, Ltd.....	21
The Austin Coy.....	11	The Austin Coy.....	21
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—		APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—	
Association du Bien-être des instituteurs et des institutrices de Montréal.....	16	Association du Bien-être des instituteurs et des institutrices de Montréal.....	16
Association des gardé-malades, enreg.....	14	Association of registered Nurses.....	14
Cité de Saint-Jean.....	14	City of Saint-Jean.....	14
Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité d'Outremont, comté de Westmount.....	17	School Commissioners of the municipality of the city of Outremont, county of Westmount.....	17
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	15	Montreal Catholic Schools Commission...	15
Commission scolaire Protestante de la cité de Montréal.....	16	Protestant Board of School Commission of the city of Montreal.....	16
Dame Marie-Emile Deguise <i>et al.</i>	13	Dame Marie Emile Deguise <i>et al.</i>	13
Dupuis, frères, ltée.....	15	Dupuis, frères, ltée.....	15
Federal Zinc & Lead Co., Ltd.....	14	Federal Zinc & Lead Co., Ltd.....	14
Fraser Compagnies, Ltd.....	17	Fraser Compagnies, Ltd.....	17
J.-B. Desrochers.....	39	J.-B. Desrochers.....	37
La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec.....	17	La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec.....	17
Mendel Mallek.....	16	Mendel Mallek.....	16
Olivier Campeau.....	16	Olivier Campeau.....	16
The Stevens Estate Realities, Ltd.....	17	The Stevens Estate Realities, Ltd.....	17
Ville de la Pointe-aux-Trembles.....	13	Town of La-Pointe-aux-Trembles.....	13
Ville de Hampsstead.....	15	Town of Hampsstead.....	15
Ville Montréal-Nord.....	13	Town Montreal-North.....	13
Z. Armour Côté.....	16	Z. Armour Côté.....	16
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—	
Vente de limites à bois.....	38	Sale of timber limits.....	38
EXAMENS DU BARREAU :—		BAR EXAMINATIONS :—	
Montréal.....	22	Montreal.....	22
Montréal.....	22	Montreal.....	22
Ottawa.....	23	Ottawa.....	23
Québec.....	22	Quebec.....	22
Québec.....	23	Quebec.....	23
Saint-François.....	23	Saint Francis.....	23
FAILLITE—AVIS DE :—		BANKRUPT NOTICES :—	
Dixon, cession.....	24	Dixon, assignment.....	24
Joseph-A. Roy, cession.....	39	Joseph-A. Roy, assignment.....	39
Laurin & Preville, dividende.....	24	Laurin & Preville, dividend.....	24
Morin, frères, dividende.....	24	Morin, frères, dividend.....	24
Sauvé, cession.....	24	Sauvé, assignment.....	24
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
A.-L. Dupont, ltée.....	11	A.-L. Dupont, ltée.....	11
Allens Montreal Theatre, Ltd.....	7	Allens Montreal Theatre, Ltd.....	7
Canada Lumber & Box Coy.....	34	Canada Lumber & Box Coy.....	34
Club des Retours du front, incorp.....	5	Club des Retours du front, incorp.....	5
La Cie Franco-Canadienne d'Automobiles ltée.....	2	The Franco-Canadian Automobile Coy, Ltd.....	2
La Compagnie de meubles Canadienne, ltée.....	35	La Compagnie de meubles Canadienne, ltée.....	35
La Compagnie Swastica, ltée.....	32	La Compagnie Swastica, ltée.....	32
La publication régionale, ltée.....	34	La publication régionale, ltée.....	34
P.-E. D'Anjou & Fils, ltée.....	12	P.-E. D'Anjou & Fils, ltée.....	12
Pruneau & Company, Ltd.....	3	Pruneau & Company, Ltd.....	3
R. K. Malhouf Fils & Cie, ltée.....	36	R. K. Malhouf Fils & Cie, ltée.....	36
Saint Rose Preserving Coy, Ltd.....	4	Saint Rose Preserving Coy, Ltd.....	4

LIQUIDATION—AVIS DE :—	WINDING UP NOTICE :—
Montreal Abattoirs, Ltd. 24	Montreal Abattoirs, Ltd. 24
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—	DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—
Société coopérative agricole de Saint-Martin-de-Beauce 18	Société coopérative agricole de Saint-Martin-de-Beauce 18
Syndicat d'élevage avicole du comté de Hull 18	Syndicat d'élevage avicole du comté de Hull 18
MINUTES DE NOTAIRE :	NOTARIAL MINUTES :—
En faveur de M. Horace St. Germain 25	In favor of Mr. Horace St. Germain 25
SOUMISSIONS :—	TENDERS :—
Conseil de la cité de Sorel 25	Council of the city of Sorel 25
VENTE PAR LICITATION :—	SALE BY LICITATION :—
Lessard vs Lessard 26	Lessard vs Lessard 26
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—	SHERIFFS' SALES :—
GASPÉ :—	GASPE :—
Leblanc vs Leblanc <i>et al</i> 28	Leblanc vs Leblanc <i>et al</i> 28
Sirois vs Chicoyne 27	Sirois vs Chicoyne 27
JOLIETTE :—	JOLIETTE :—
Legault (Dme) vs Loïselle 28	Legault (Dme) vs Loïselle 28
MONTMAGNY :—	MONTMAGNY :—
Lachance vs Lejeune 29	Lachance vs Lejeune 29
MONTRÉAL :—	MONTRÉAL :—
Dorval (Dme) vs Conroy 30	Dorval (Dme) vs Conroy 30
Guertin vs Legault 30	Guertin vs Legault 30
La cité de Verdun 29	The city of Verdun 29
Roy (Dme) vs Lemieux <i>et al</i> 30	Roy (Dme) vs Lemieux <i>et al</i> 30
RIMOUSKI :—	RIMOUSKI :—
La corporation de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski vs Ringuet <i>et al</i> 31	The corporation of the town of Saint-Germain-de-Rimouski vs Ringuet <i>et al</i> 31
TROIS-RIVIÈRES :—	THREE RIVERS :—
Rousseau vs Baribeau <i>et al</i> 31	Rousseau vs Baribeau <i>et al</i> 31

